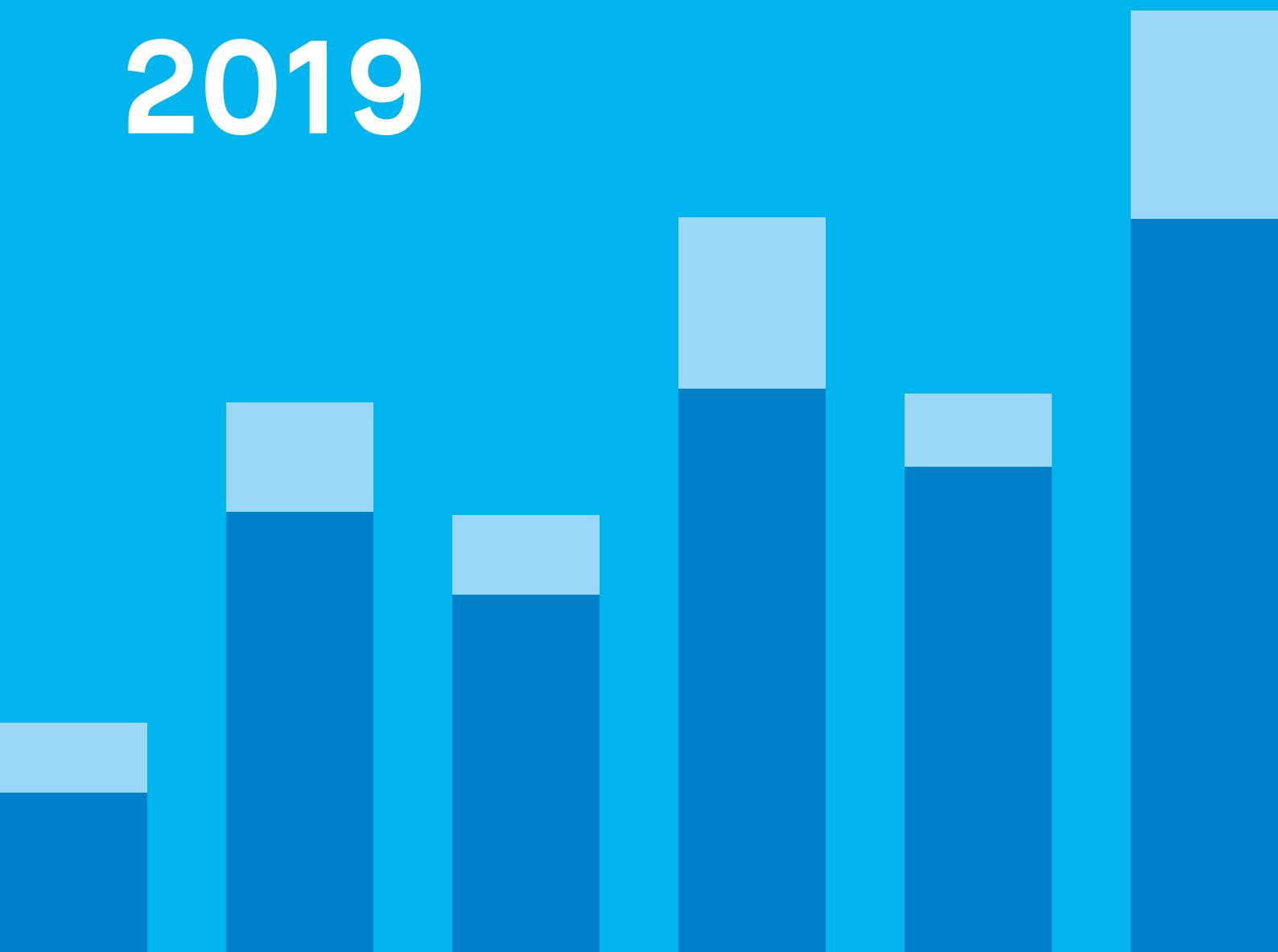


Rapport d'activité 2019



Sommaire

Édito du Président	3
L'Assemblée départementale	4
Organisation des services	6
Édito du Directeur général des services départementaux	7
Les temps forts	8
Cohésion territoriale	10
Développement équilibré du territoire	12
Mobilité, les infrastructures	14
Mobilité et intermodalité	16
Aménagement et inclusion numériques	18
Attractivité et initiative économique locale	20
Développement social	22
Habitat, urbanisme et logement social	24
Proximité	26
Enfance et famille	28
Protection de l'enfance	30
Santé publique	32
L'aide à l'autonomie	34
Insertion et emploi	36
Patrimoine et politique d'accueil	38
Éducation et jeunesse	40
Culture	44
Sports et vie associative	46
Nature	48
Domaines du Département	50
Espaces Naturels Sensibles et préservation de la biodiversité	52
Eau et sécurité sanitaire	54
Transition et précarité énergétiques	56
Ressources	58
Ressources durables	60
Ressources humaines	62
Finances	64



Édito



La crise sanitaire que nous traversons témoigne de la nécessité de changer radicalement nos modes de vie et de pensée. L'année 2019, qui a précédé cet événement historique, a marqué pour le Département une volonté profonde de bâtir une Gironde plus sobre, plus écologique et plus solidaire, au service des citoyennes et citoyens mais aussi des territoires. Nous avons d'ores-et-déjà posé les premiers jalons de notre stratégie de résilience territoriale à laquelle chaque Girondine et Girondin est invité à s'associer.

C'est dans un contexte de croissance démographique soutenue, dans un climat économique et social tendu, que nous avons travaillé pour, à la fois, répondre aux besoins quotidiens de Girondines et Girondins, mais aussi construire un avenir durable et respectueux de l'environnement.

Plus que jamais, et la crise que nous traversons aujourd'hui le démontre, nous devons croire aux vertus de la proximité, de la solidarité et du service public. C'est bien ici et maintenant, en Gironde, au plus proche de vous, que naissent les idées les plus prometteuses, les projets les plus ambitieux, que s'exercent les actions solidaires qui améliorent votre quotidien.

Cette volonté d'agir sans faille, elle s'est naturellement accompagnée, tout au long de 2019, par notre souci de poursuivre une gestion financière saine, raisonnée, et notre engagement de ne pas augmenter la fiscalité.

À la lecture de ce rapport d'activité, vous prendrez toute la mesure de l'éventail des services que notre institution rend à la population girondine et à ses partenaires de terrain. Cette réussite, je veux le souligner, repose d'abord sur le professionnalisme et l'engagement de nos agentes et agents, toujours soucieux de porter avec fierté l'étendard d'un service public local de qualité.

Actions citoyennes, initiatives associatives, projets des artisans, des PME, des commerçants, des producteurs et agriculteurs, mais aussi des acteurs culturels, du tourisme, du sport et des loisirs, sans oublier le formidable engagement de tous les acteurs sociaux et des élus locaux, voilà tout ce qui contribue à faire de la Gironde un territoire où il fait bon vivre.

La résilience n'est pas un renoncement, elle est une résistance au pessimisme. Soyons fiers et heureux, ensemble, de défendre l'optimisme intrinsèquement girondin !

A handwritten signature in black ink, appearing to read "JLG".

Jean-Luc GLEYZE, Président du Département de la Gironde

L'Assemblée départementale

Le Président



Jean-Luc GLEYZE

Conseiller départemental du Sud Gironde

15 Vice-présidentes et présidents :

Elles et ils travaillent aux côtés du Président, chacune et chacun ayant en charge un secteur d'intervention spécifique.



Christine BOST

1^{re} Vice-présidente chargée des synergies, stratégies et développement des territoires



Jean TOUZEAU

Vice-président chargé de la valorisation du patrimoine environnemental et touristique



Isabelle DEXPERT

Vice-présidente chargée de la jeunesse, culture, sport et vie associative



Bernard CASTAGNET

Vice-président chargé de l'attractivité territoriale, de l'initiative économique locale et du tourisme



Martine JARDINÉ

Vice-présidente chargée de l'habitat, logement et développement social



Jean-Marie DARMIAN

Vice-président chargé des finances et fonds européens



Édith MONCOUCUT

Vice-présidente chargée de l'autonomie, handicap et politique de l'âge



Alain RENARD

Vice-président chargé de la préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources et infrastructures routières



Denise GRESLARD NÉDÉLEC

Vice-présidente chargée des politiques de l'insertion



Guy MORENO

Vice-président chargé de la politique éducative et sociale, collèges



Laure CURVALE

Vice-présidente chargée des mobilités



Matthieu ROUVYRE

Vice-président chargé de la citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques



Emmanuelle AJON

Vice-présidente chargée de la promotion de la santé et protection de l'enfance



Arnaud ARFEUILLE

Vice-président chargé des ressources humaines, modernisation des services et dialogue social



Cécile SAINT-MARC

Vice-présidente chargée du patrimoine départemental

5 délégations du président:

Laure CURVALE - Chargée de la transition et précarité énergétique

Arnaud DELLU - Chargé de la coopération Européenne et Internationale

Sébastien SAINT-PASTEUR - Chargé de l'économie sociale et solidaire et Innovation sociale

Clara AZEVEDO et Jean GALAND - Chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes

Dominique FEDIEU - Chargé de la stratégie girondine de coresponsabilité alimentaire

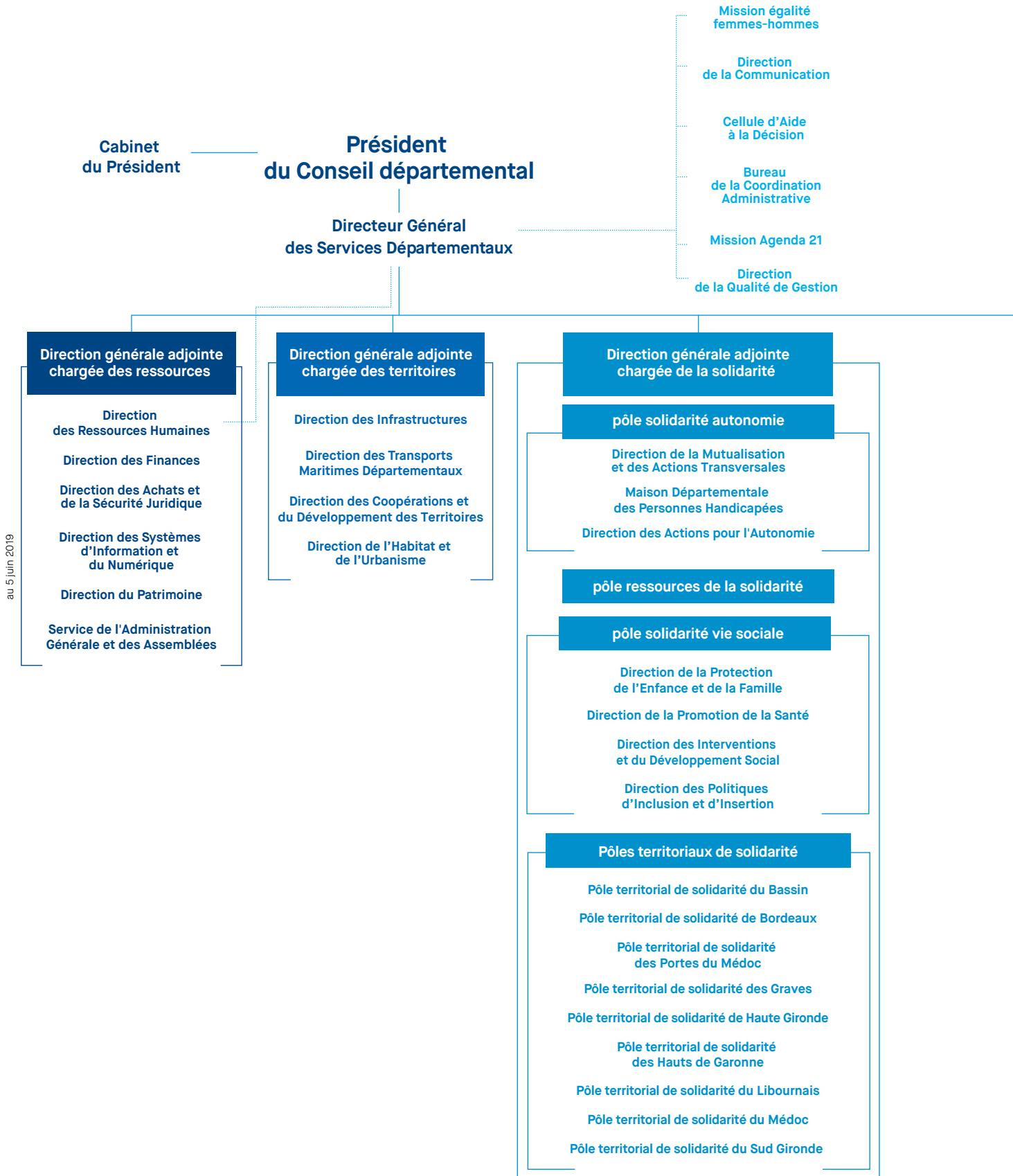
Les Conseillères départementales et Conseillers départementaux

Chaque binôme femme/homme représente un canton et est élu pour 6 ans.

Parti Socialiste et apparentés Génération.s-EELV Gironde Avenir / Union de la droite et du centre Mouvement de la Ruralité Rassemblement national Non inscrit

				
ANDERNOS-LES-BAINS ● Marie LARRUE ● Jean-Guy PERRIÈRE	BORDEAUX I ● Clara AZEVEDO ● Matthieu ROUVYER	BORDEAUX II ● Laurence DESSERTINE ● Jean-Louis DAVID	BORDEAUX III ● Pierre LOTHIRE ● Géraldine AMOUROUX	BORDEAUX IV ● Corinne GUILLEMOT ● Philippe DORTHE
				
BORDEAUX V ● Emmanuelle AJON ● Jacques RESPAUD	LE BOUSCAT ● Fabienne DUMAS ● Dominique VINCENT	LA BRÈDE ● Bernard FATH ● Corinne MARTINEZ	CENON ● Jean-Jacques PUYOBRAU ● Nathalie LACUEY	LES COTEAUX DE DORDOGNE ● Liliane POIVERT ● Jacques BREILLAT
				
CRÉON ● Jean-Marie DARMIAN ● Anne-Laure FABRE-NADLER	ENTRE-DEUX-MERS ● Guy MORENO ● Marie-Claude AGULLANA	ESTUAIRE ● Valérie DUCOUT ● Xavier LORIAUD	GUJAN-MESTRAS ● Carole VEILLARD ● Jacques CHAUDET	LANDES DES GRAVES ● Hervé GILLÉ ● Sophie PIQUEMAL
				
LIBOURNAIS FRONSADAIS ● Isabelle HARDY ● Jean GALAND	LORMONT ● Marie-Jeanne FARCY ● Jean TOUZEAU	MÉRIGNAC I ● Carole GUÈRE ● Alain CHARRIER	MÉRIGNAC II ● Arnaud ARFEUILLE ● Cécile SAINT-MARC	NORD GIRONDE ● Alain RENARD ● Célia MONSEIGNE
				
NORD LIBOURNAIS ● Michelle LACOSTE ● Alain MAROIS	NORD Médoc ● Grégoire DE FOURNAS ● Sonia COLEMYN	PESSAC I ● Édith MONCOUCUT ● Bernard GARRIGOU	PESSAC II ● Sébastien SAINT-PASTER ● Laure CURVALE	LES PORTES DU MÉDOC ● Christine BOST ● Stéphane SAUBUSSE
				
PRESQU'ÎLE ● Hubert LAPORTE ● Valérie DROUHAUT	RÉOLAIS ET BASTIDES ● Christelle GUIONIE ● Bernard CASTAGNET	SAINT-MÉDARD-EN-JALLES ● Jacques MANGON ● Agnès VERSEPUY	SUD GIRONDE ● Isabelle DEXPERT ● Jean-Luc GLEYZE	SUD MÉDOC ● Pascale GOT ● Dominique FEDIEU
				
TALENCE ● Denise GRESLARD NÉDÉLEC ● Arnaud DELLU	LA TESTE DE BUCH ● Jean-Jacques EROLES ● Yvette MAUPILÉ	VILLENAVE D'ORNON ● Martine JARDINÉ ● Jacques RAYNAUD		

Organisation des services



Édito



Les collectivités territoriales ont le devoir de se projeter résolument vers l'avenir. En leur cœur : le service public.

L'exercice du rapport d'activité est une précieuse invitation à suspendre le temps pour revisiter ce qui a été accompli au cours d'une année. Pour le Conseil Départemental de la Gironde, le bilan des actions menées ne souffre d'aucune équivoque.

2019 a été une année d'anticipation. Les décisions prises et les politiques publiques menées ont en commun d'avoir préparé les Girondines et les Girondins à affronter les épreuves des temps présents. Adoption du programme départemental sur les risques, interventions pour faire face aux épisodes climatiques extrêmes, préservation des ressources en eau et de la biodiversité, limitation de la consommation foncière et de l'étalement urbain, priorité à la solidarité alimentaire de proximité, valorisation des circulations douces, transformation numérique du territoire, mise en œuvre de la démarche Gironde Territoire 100 % inclusif, protection renforcée des plus fragiles, accès à la culture, lutte contre la précarité énergétique et soutien aux politiques d'habitat et de logement social, engagement du plan Collèges Ambitions 2024 etc. sont autant de politiques publiques que l'Administration départementale peut être fière d'avoir mises en œuvre.

Le département n'a pas d'autre légitimité que de comprendre et accompagner les mutations du monde et de notre société pour assurer ses missions au service de la population. À une époque où les citoyens manquent parfois de points de repères, où les incertitudes et les risques cristallisent une anxiété sociale, l'action publique rassure. Elle constitue une armature stable, solide et nécessaire. Les fonctionnaires territoriaux et les contractuels de notre institution, sont les garants de l'égalité de tous devant le service public. Ils ont une fonction de médiation sociale essentielle pour notre République, pour les citoyennes et les citoyens de la Gironde. Leur engagement est un travail de tous les instants. Grâce à eux notre département porte haut les valeurs de proximité, de solidarité et de citoyenneté. Qu'ils et elles en soient ici remercié·e·s.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Renaud HELFER-AUBRAC".

Renaud HELFER-AUBRAC, Directeur Général des Services

Direction générale adjointe chargée de l'environnement, de la culture, du document et de l'accueil

Direction de l'Environnement

Direction de la Valorisation des Ressources et des Territoires

Direction des Relations aux Usagers

pôle culture et documents départemental

Direction de la Culture et de la Citoyenneté

biblio.gironde

Direction des Archives Départementales

Direction de la Documentation

Direction générale adjointe chargée de la jeunesse, de l'éducation, du sport et de la vie associative

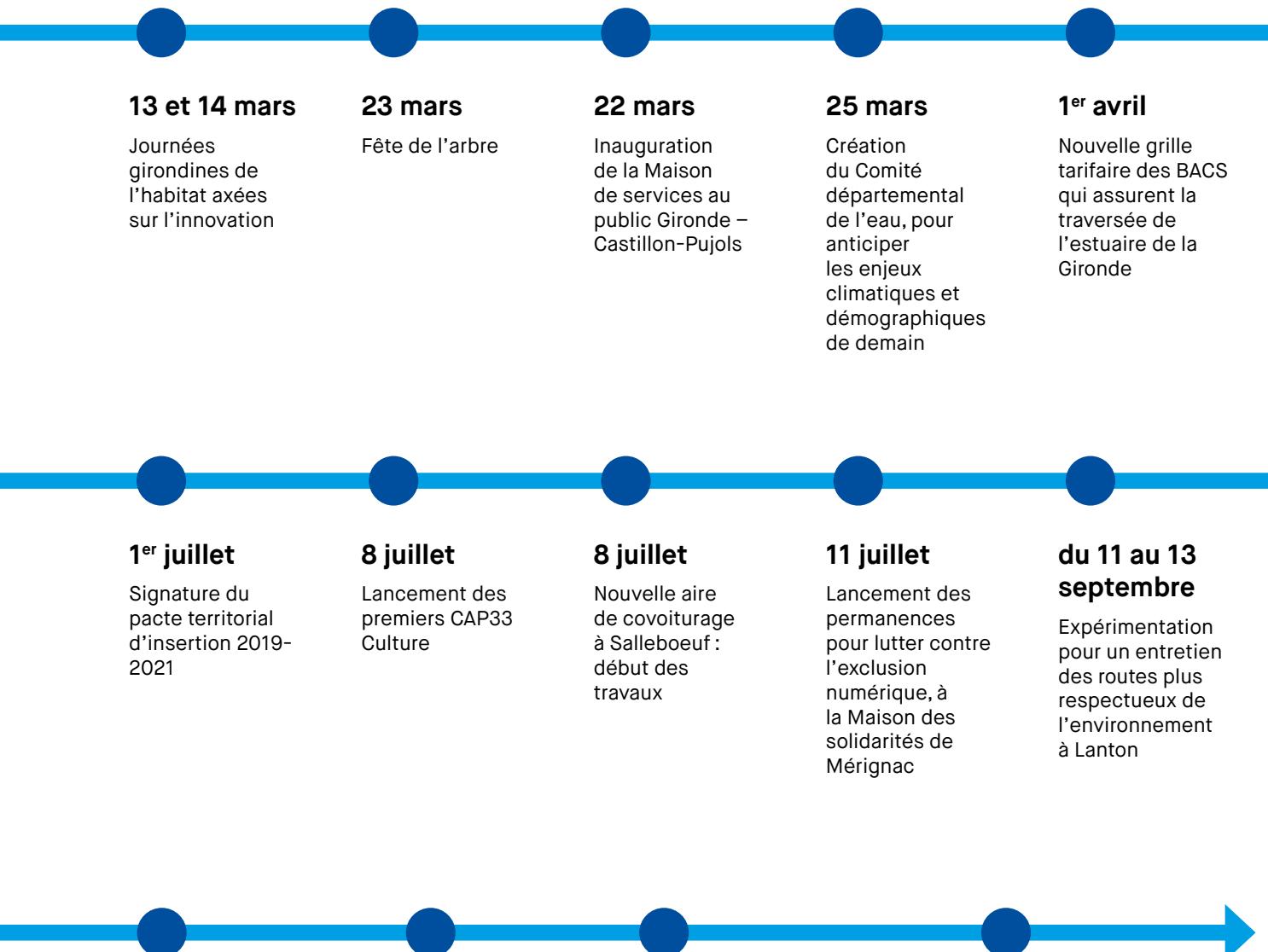
Direction des Collèges

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation et de la Citoyenneté

Direction des Sports, des Loisirs et de la Vie Associative

Temps forts 2019

11 janvier Le Département de la Gironde labellisé « Territoire 100 % inclusif »	31 janvier Proposition de loi d'expérimentation du revenu de base	11 février Conférence des financeurs : actions de prévention pour les personnes âgées sur les territoires	20 - 21 février Solutions solidaires : un événement pour inventer les solidarités nouvelles face aux urgences	7 mars Inauguration de la Maison d'Ella, un lieu pour lutter contre les violences faites aux femmes
3 avril Inauguration de la Maison SAVA (Service d'Accompagnement Vers l'Autonomie) de Caudéran	10 avril Raccordement des 1ers connectés à la fibre – Plan Gironde Haut Méga	29 mai Lancement d'une formation en ligne sur la protection de l'enfance	9 juin Inauguration de la voie verte Langon-Roaillan	15 juin Concert de l'orchestre DEMOS
du 16 au 22 septembre Semaine de la mobilité : actions consacrées aux déplacements durables et distribution de kits de sécurité vélo aux élèves de 6 ^e	3 octobre Journée portes ouvertes des Maisons du Département des Solidarités de Saint-André-de-Cubzac et Blaye	du 8 au 11 octobre 5 nouveaux collèges labellisés « Établissements BIO Engagés »	14 novembre Lancement d'un réseau social (Mobalink) dédié aux personnes en situation de handicap	du 18 novembre au 20 décembre Conversations publiques : projet de voies réservées de covoiturage et de transport en commun et de créations de voies vertes (RD106 ; RD13 ; RD10)



19 novembre
Mois de l'enfant :
Conférence « L'enfant à l'épreuve des violences conjugales »
Lancement du Conseil des jeunes de la protection de l'enfance de Gironde

25 novembre
Hommage aux victimes de féminicides

du 30 novembre 2019 au 20 septembre 2020
Ouverture de l'exposition ; Libertad ! La Guerre d'Espagne aux portes de la Gironde (1936-1939) aux Archives départementales à Bordeaux

les 6 et 7 décembre
Un panel citoyen s'engage dans la stratégie de résilience territoriale du Département « Comment agir ensemble dès maintenant face aux changements environnementaux et sociétaux ? »





Cohésion territoriale

En 2019, sur le terrain, le Département, premier partenaire des communes et intercommunalités de Gironde, a donné sens et contenu à l'action publique locale de proximité. Les PACTES se sont consolidés, avec, en particulier, le développement de contrats de villes d'équilibre qui confortent la puissance d'action des acteurs territoriaux. Mobilité, avancée du plan Gironde Haut Méga, mais aussi logement, appui à l'économie sociale et solidaire, le Département a poursuivi ses engagements essentiels pour l'essor de la Gironde.

Développement équilibré du territoire

Mission : agir au service du développement solidaire des territoires girondins, en réduisant les inégalités, grâce à l'animation et la coordination d'un dialogue territorial permanent. Ce modèle de développement veille au mieux-vivre des Girondines et des Girondins et à la réduction des inégalités entre les territoires.

34 M€
d'aides aux communes
et structures
intercommunales

846
projets communaux
et intercommunaux
soutenus

18
conseils de territoire

2
nouveaux contrats
ville d'équilibre signés

Conseils de territoire, inventer collectivement

Le dialogue territorial enclenché en 2015 avec les pactes territoriaux s'est poursuivi en 2019 par l'animation de 18 conseils de territoire. Une première session a eu lieu en mai et juin sur l'ensemble de la Gironde pour partager projets et solutions autour de l'accessibilité des services au public. En novembre, une deuxième session a concerné les projets sociaux et la démarche « territoire 100 % inclusif handicap/grand âge ». Les conseils de territoire se poursuivront en 2020, avec la 10^e série, pour travailler les solutions territoriales face aux enjeux climatiques et sociaux.

Zoom : les conseils de territoire des Graves

La parole a été donnée aux porteurs de projets du territoire dans le cadre d'ateliers « accélérateurs » et d'ateliers « témoignages ». L'objectif était de favoriser l'intelligence collective autour de sujets prioritaires identifiés sur le thème de l'accessibilité.

Les ateliers « témoignages » ont permis de découvrir le tiers-lieu L'Étape à Saint-Selve, TooBordo une web radio participative pour les seniors, mais aussi le jardin partagé l'Éphémère à Bègles. Les ateliers « accélérateurs » qui servent à appuyer les initiatives émergentes, ont, par exemple, aidé le projet de café associatif itinérant à Pessac à s'interroger sur la façon de mieux ancrer l'association sur son territoire.

Des contrats pour les villes d'équilibre

Pour plus d'équité et de solidarité entre les territoires, le Département a créé les contrats de villes d'équilibre. Les villes moyennes jouent le rôle indispensable de trait d'union entre les grandes villes et les petites communes. L'ambition du Département est de soutenir plus fortement ces entités communales.

Les objectifs des contrats de villes d'équilibre signés entre le Département, les communes et les communautés de communes concernées, sont de faire de ces villes moyennes des « locomotives » et de proposer un appui sur-mesure avec des actions servant le projet de territoire.

Après Lesparre-Médoc et Libourne, La Réole et Castillon-la-Bataille signent à leur tour un contrat de ville d'équilibre en mars et décembre 2019. D'ici 2021, de nouveaux contrats seront engagés avec Saint-André-de-Cubzac, Sainte-Foy-la-Grande, Langon et Blaye.



Mot de la vice-présidente
Christine BOST

1^{re} Vice-présidente chargée des synergies, des stratégies et du développement des territoires.

La belle idée de contractualiser avec les territoires sur la question de leur devenir équilibré et pérenne a fait son chemin. Nous avons appris à mieux travailler ensemble, à rendre concrètes nombre d'actions. Et si c'était nécessaire, la crise sanitaire que nous traversons souligne encore plus la nécessité de croire en l'intelligence du local, de la proximité.

#territoires #ressources #dialogue

Action forte pour les agriculteurs autour du foncier

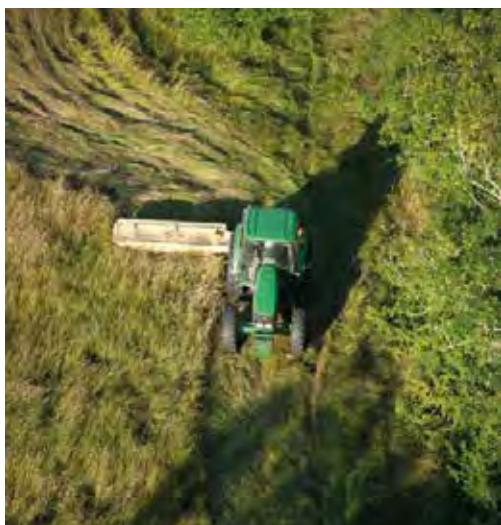
Une expérimentation unique en Gironde a pu voir le jour en 2019 avec le lancement de la procédure de remise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées sur le Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PEANP) des Jalles.

Le Département a soutenu les structures porteuses de SCOT (Schéma de cohérence territoriale) et de PLUi (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal) pour replacer la problématique foncière au cœur de politiques.

Une action qui a permis d'intégrer les questions foncières, alimentaires et de limitation de la consommation foncière, mais aussi de l'étalement urbain dans leurs stratégies territoriales et leur traduction opérationnelle au sein des documents d'urbanisme.

Un engagement pour le bio

Depuis le 1^{er} janvier 2019, une vingtaine de collèges en Gironde ont reçu le label Établissement BIO Engagé créé par l'association INTERBIO Nouvelle-Aquitaine.



Ce label récompense les établissements ayant introduit plus de 20 % de produits bio dans leur restauration collective. Depuis le 1^{er} janvier 2019, une vingtaine de collèges ont été accompagnés pour atteindre la labellisation.

Gironde Ressources

Symbolique d'une action publique nouvelle génération, Gironde Ressources, l'agence technique départementale, assiste les collectivités dans leur gestion du quotidien et la réalisation de leurs projets.

Moyennant une adhésion modique, communes et EPCI bénéficient d'une offre d'ingénierie personnalisée dans les domaines financier, juridique, administratif, informatique et technique. L'accompagnement se fait aussi à l'aide d'outils performants mis à disposition tels : un système d'information géographique (Geo33), une plateforme de suivi des demandes en ligne, ou encore des notifications de la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural).

Interlocuteur proche des territoires, Gironde Ressources compte à ce jour plus de 470 adhérents.

Mobilité, les infrastructures

Missions : veiller sur un réseau routier, en l'entretenant et en le modernisant en permanence.

Rendre tangible au quotidien l'égalité en termes de déplacement et de désenclavement des territoires tout en veillant au moindre impact environnemental.

Feu vert pour la déviation du Taillan

Après autorisation de Madame la préfète, le Département de la Gironde a pu relancer les travaux de déviation de la route départementale 1215 entre Le Taillan Médoc et Arsac. Elle constitue un maillon essentiel du plan routier destiné à désenclaver le Médoc.

Longue de près de 8 kilomètres, cette nouvelle route reliera la route départementale 1215 actuelle au Nord du carrefour de Germignan, à la route départementale 1215 E1 à l'extrémité du créneau à 2x2 voies d'Arsac, évitant ainsi la traversée congestionnée du Taillan-Médoc. Les travaux ont débuté dès octobre 2019 par les ouvrages de rétablissement des cours d'eau. La mise en service de la déviation est prévue fin 2021.

Jean-Luc Gleyze, le Président, s'est engagé auprès du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), à mettre en place toutes les mesures nécessaires visant à éviter, réduire et compenser les impacts de cet ouvrage sur les milieux naturels et la biodiversité.

Ces mesures, particulièrement ambitieuses, comprennent notamment :

- ▶ un suivi du chantier par une équipe d'écologues pendant la durée des travaux et au-delà de la mise en service (a minima 30 ans),
- ▶ des mesures de compensation ambitieuses : acquisition de parcelles favorables au développement de la biodiversité à proximité du projet,
- ▶ des mesures de protection pour favoriser la continuité des corridors de biodiversité (écopont, ouvrage de franchissement réservé à la faune, passages à petite faune sous la chaussée, écrans de protection...),
- ▶ la mise en place d'un comité de suivi et de gestion.

Ce Comité de Suivi Environnemental est composé de représentants des collectivités, de l'État, des organismes de protection de la nature, des associations de protection de l'environnement si elles le souhaitent et des acteurs privés concernés. Il sera chargé de l'évaluation des mesures de compensation et, le cas échéant, de leur mise à jour.

Cette exigence environnementale représente 20 % du budget de la déviation, évalué à 23 millions d'euros.



Multiplication des interventions face aux épisodes météo extrêmes

Avec le changement climatique, les épisodes météorologiques violents ont tendance à se multiplier en Gironde. Ce fut le cas en 2019, une année marquée par des épisodes de chaleur intense l'été, éprouvante pour les équipes qui travaillent sur les routes, et par des tempêtes rapprochées en fin d'année.

Il a fallu multiplier les interventions pour extraire les arbres couchés sur la voie, dégager les branches arrachées ou les panneaux de signalisation, installer des déviations en urgence pour cause de débordement de cours d'eau ou de câbles électriques barrant le passage...

C'est ainsi qu'en deux week-ends de tempête en décembre, plus de 350 interventions sur le terrain ont été effectuées pour assurer la sécurité sur le réseau routier départemental. En période normale, les agents en réalisent 120 en moyenne par mois.

416 km
de chaussées traitées
ou renouvelées

6 380 km
de routes départementales
dont

380 km
de pistes cyclables

Mobilité et intermodalité

Mission : lutter contre l'autosolisme, accompagner les usagers dans la pratique du covoiturage, valoriser les transports en commun et faciliter l'intermodalité.

Covoiturage et transports en commun : voies réservées

Un constat : neuf voitures sur dix ne transportent qu'une personne. Et aucune ou presque n'en accueille trois ou quatre. Aux portes de la métropole, les bouchons s'amplifient avec 2h à 8h d'encombrement cumulé enregistrées au quotidien. Autre constat, les usagers font souvent le même trajet. Près de 45 % des automobilistes empruntent tous les jours le même itinéraire. Par ailleurs, près de 20 000 habitants supplémentaires s'installent en Gironde chaque année.

Les mobilités douces et le partage des véhicules sont parmi les solutions encouragées par le Département pour fluidifier le trafic et réduire l'impact environnemental des déplacements.

S'appuyant sur ce constat, trois projets de voies réservées au covoiturage et aux transports en commun sont prévus :

- ▶ Sur la RD113 de Latresne à Bouliac, dans chaque sens sur 4,1 km ;
- ▶ Sur la RD106 à Saint-Jean d'Illac, dans 1 ou 2 sens, en continuité de la voie verte sur 3,2 km ;
- ▶ Sur la RD936 à Fargues-Saint-Hilaire, dans les 2 sens sur 4 km. Cette voie pourra être prolongée de 4 km supplémentaires sur les communes de Tresses et Carignan.

En 2019, une procédure de concertation publique a été mise en œuvre pour les projets de la RD106 et 113. Elle a permis d'informer les citoyens sur les projets du département, recueillir leurs avis et propositions qui seront pris en compte dans la poursuite des études pour enrichir les projets.

Plus avancé, le projet de la RD936 est entré en 2019 en phase de travaux pour une mise en service de la première voie réservée aux transports en commun et au covoiturage prévue début 2021.

380 km

de pistes cyclables et voies vertes, 22 km supplémentaires en 2019

1 770 000 €

consacrés à l'aménagement d'itinéraires cyclables

1 210 000 €

consacrés à l'aménagement d'aires de covoiturage

115

aires de covoiturage en service sur le Département, offrant 2 500 places de stationnement



Mot de la vice-présidente
Laure CURVALE
Vice-présidente chargée des mobilités.

Nous avons encore beaucoup travaillé pour faire changer des habitudes de circulation et de transport qui ont vraiment évolué. La crise sanitaire que nous traversons, renforce la nécessité de faire preuve d'imagination pour mettre en place à la fois les transports en commun de demain, revoir nos modes de déplacement, mais aussi pour conforter la place donnée au vélo.
#circuler #covoiturage #respect



Inauguration de la voie verte entre Bazas et Captieux



Le réseau cyclable départemental s'agrandit. Aujourd'hui, 380 km de pistes cyclables et voies vertes en site propre et 120 km d'itinéraires cyclables jalonnés permettent aux promeneurs de traverser l'ensemble du territoire girondin et de découvrir les différents sites naturels, patrimoniaux et paysagers.

En 2019, afin de compléter le maillage cyclable en Sud-Gironde, la voie verte Bazas-Captieux a été mise en service. D'une longueur d'environ 17 km, elle est en site propre sur une ancienne Voie Ferrée d'Intérêt Local (VFIL). Le Département a financé ce projet à hauteur de 2,5 M€, avec un cofinancement européen de 200 000 €.

La voie verte est ouverte à tous les usagers non motorisés. Traversant la forêt des Landes de Gascogne dans un milieu naturel et protégé (zone Natura 2000), et le bassin versant du Ciron. Son revêtement en «sable stabilisé renforcé» lui offre un aspect naturel.

Pour aller au collège à vélo

En 2019, à l'occasion de la semaine de la mobilité, 17 000 kits de sécurité « mieux être vu à vélo » ont été distribués à tous les 6^{es} des 105 collèges afin de les sensibiliser aux questions de sécurité. Parallèlement, une enquête sur les pratiques de mobilité des collégiens a été lancée afin de disposer d'un état des lieux précis. L'objectif est de proposer un programme d'aménagements, chiffré et hiérarchisé, en lien avec les collectivités compétentes et les collèges. Ces études ont été finalisées en 2019 pour 10 premiers collèges et seront poursuivies en 2020 sur l'ensemble des collèges hors métropole de Bordeaux.

Bacs, nouvelle grille tarifaire

Une nouvelle grille tarifaire pour les bacs Gironde a été mise en œuvre à compter du 1^{er} avril 2019. Elle vise à répondre à plusieurs objectifs :

- Améliorer les conditions tarifaires d'accès aux bacs en favorisant les usagers réguliers, qui sont souvent les personnes résidant à proximité
- Simplifier les grilles et les rendre plus compréhensibles
- Respecter l'équilibre budgétaire de ce service public sans faire intervenir l'impôt des Girondines et Girondins en compensation

Un important travail de communication et d'accompagnement des usagers a été réalisé, avec une forte implication de l'ensemble des personnels de la Direction des transports maritimes départementaux.

Aménagement et inclusion numériques

Mission : poursuivre la construction du réseau public de fibre optique. Refusant une Gironde à deux vitesses et pour palier la carence du secteur privé, nous avons commencé à déployer un réseau public très haut débit. Les fournisseurs d'accès ont commencé, en 2019, à proposer des abonnements à la fibre sur les territoires girondins jusqu'ici sans débits réels. Pleinement mobilisé, le Département partage les savoirs, renforce l'accès aux services en ligne, fortifie la capacité d'innovation, et multiplie les initiatives en faveur de l'inclusion numérique.



Réseau très haut débit propre au Département

Le réseau public de fibre optique (RESEFIP) que nous déployons permettra, via les fournisseurs d'accès, à nos partenaires, aux habitant·e·s et entreprises de bénéficier d'un très haut débit. Il est lié au Plan Gironde Haut Méga et répond aussi à notre objectif : déployer des réseaux performants sur l'ensemble de la Gironde.

Nous avons également intégré à ce réseau une couche dédiée à l'interconnexion des sites publics du Département et de ses partenaires : collèges, Maisons du Département des Solidarités, Maisons du Département des Mobilités entre autres. L'enjeu est de réduire les coûts, d'améliorer les débits, de maîtriser les réseaux pour intervenir plus efficacement en cas de panne.

Après une phase d'expérimentation en 2018, l'année 2019 a vu le raccordement de 15 sites distants dont 2 collèges du Département à un réseau très haut débit offrant des capacités en moyenne 50 fois supérieures à l'existant.

Dans le cadre du Plan collèges numériques, la DSIN (Direction des Systèmes d'Information et du Numérique) a repris le système d'information (téléphonie, équipements informatiques, serveurs) de 6 collèges en 2019. Depuis le début du plan, 16 collèges ont déjà été repris soit 15 % du nombre total. L'opération concerne à ce stade environ 17 000 collégien·ne·s et enseignant·e·s.



Les équipes du projet RESEFIP

**Plan Gironde
Haut Méga**

466 000
foyers et entreprises
raccordés

30 000 km
de réseau

1 400
chantiers

42 221
prises déjà construites
au 31/12/19

600
emplois créés

171 000
heures d'insertion

740 M€
d'investissement



Mot du vice-président

Matthieu ROUVEYRE

Vice-président chargé de la citoyenneté, des relations avec les usagers, de la communication et des accès numériques.

En 2019, nous avons franchi une nouvelle étape dans la mise à disposition de toutes et tous d'un réseau très haut débit performant à travers la Gironde. Plus que jamais, nous avons œuvré, avec nos différents partenaires, afin de réduire significativement la fracture numérique, non seulement territoriale mais aussi sociale. En effet, le numérique est désormais incontournable dans notre vie de tous les jours tant pour travailler, étudier qu'échanger et se cultiver.

#internet #tres-haut-débit #revolution

#APTIC aide numérique pour tous

Le chèque numérique #APTIC, conçu sur le modèle des titres-restaurants, permet aux usagers d'accéder à un service de médiation numérique. L'objectif est d'accompagner l'usager soit pour débloquer une situation (création d'une boîte mail, gestion d'identifiants, réalisation d'une démarche, etc.), soit vers l'autonomie numérique, pour permettre par exemple l'insertion professionnelle.

Le dispositif, a été expérimenté en 2019 sur les Portes du Médoc, des permanences ont été assurées sur l'ensemble des circonscriptions du territoire. Cette action a permis d'accompagner 162 personnes sur les services numériques correspondant à 38 permanences et l'exploitation de 538 chèques.

Le dispositif va être déployé progressivement sur les autres territoires girondins et une commande de 12 000 chèques est prévue à cet effet.

[Retrouvez la carte des lieux d'accompagnement numérique dans la rubrique gironde.fr/aptic](#)

Gironde Numérique

L'accès au Très Haut Débit pour toutes et tous grâce à la création d'un réseau public de fibre optique, c'est un des engagements de Gironde Numérique.

Ce syndicat mixte a été constitué en 2007 sous l'impulsion du Département pour prendre en charge l'aménagement numérique du territoire et accompagner les collectivités territoriales dans leur transition vers le numérique.

Fédérant le Département et 27 communautés de communes et d'agglomérations (la Région et Bordeaux Métropole sont membres associés), il poursuit l'ambition de résorber la fracture numérique à l'échelle de la Gironde.

La première Quinzaine du numérique dans les bibliothèques



Les équipements de lecture publique, premier réseau culturel de proximité en France, ont un rôle majeur à jouer au regard des forts enjeux sociétaux liés à la culture numérique, à l'e-inclusion, à l'e-administration, à l'e-citoyenneté. En ce sens, biblio.gironde a proposé à son réseau partenaire l'organisation d'une « Quinzaine du Numérique dans les bibliothèques » du 6 au 20 avril 2019. Une première édition et un véritable succès : 43 structures se sont mobilisées, proposant 170 animations gratuites sur la quinzaine enregistrant la participation de 3 500 Girondines et Girondins. Au programme notamment : ateliers créatifs, expositions, projections, débats, lectures, tournois, quiz, théâtre, impression 3D, drones.

Attractivité et initiative économique locale

Missions : conforter l'attractivité du territoire et l'emploi, en mettant en valeur et impulsant l'économie sociale et solidaire et soutenir les filières essentielles pour l'économie girondine.

La commande publique en soutien de l'économie locale

En utilisant la commande publique comme levier de développement, le Département, en tant que second employeur de Gironde, confirme sa contribution à l'économie locale et son soutien aux entreprises girondines (plus de 50 % des marchés sont attribués aux entreprises girondines). Le service de la commande publique a mené plusieurs actions visant à démontrer l'intérêt des marchés publics départementaux auprès des entreprises et à comprendre le tissu économique.

Ainsi, l'assemblée délibérante a approuvé plusieurs textes démontrant un engagement fort : charte de la commande publique au service de l'économie girondine, schéma de promotion des achats socialement et économiquement responsables (SPASER), charte relation fournisseur – sous-traitant – conseil départemental, charte relations fournisseurs responsables. Ces documents fixent les objectifs principaux à la politique Achat de la collectivité :

- Faciliter l'accès des très petites entreprises (TPE) et des petites et moyennes entreprises (PME) girondines à la commande publique ;
- Promouvoir l'achat durable, responsable et innovant ;
- Améliorer la performance économique de nos achats en recherchant le meilleur rapport qualité / prix ;

Le tout en privilégiant un dialogue et une concertation réguliers avec les acteurs économiques locaux.

Ainsi, outre les rendez-vous réguliers avec les chambres consulaires, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre des Métiers et

de l'Artisanat, les fédérations – comme la Fédération Française du Bâtiment, le Syndicat National du Second Œuvre, la CAPEB – des rencontres professionnelles ont été menées et se sont avérées très positives (participation au salon des Achats, évaluation croisée, présentation des intentions d'achat...).

Accessibilité, visibilité, simplification, dématérialisation sont autant d'innovations mises en place par le Département pour créer les conditions d'un meilleur accès des entreprises locales à ses marchés. Dans cette dynamique, le Département expérimente un système d'information pour l'ensemble des acteurs de la commande publique. Cet outil tracera l'ensemble de la chaîne d'achat, rédigera les pièces de marché, fera suivre dans les outils financiers les données nécessaires, intégrera la dématérialisation au contrôle de la légalité, permettra la signature électronique... Le déploiement complet est prévu en 2022.

500 dossiers instruits
au titre des dispositifs agricoles,
viticoles, fonciers et développement
d'activités

62 candidatures pour le 2^e appel
à initiatives « Innovation sociale
et ESS », 10 lauréats accompagnés

900 marchés publics attribués



Mot du vice-président

Bernard CASTAGNET

Vice-président chargé de l'attractivité territoriale, de l'initiative économique locale et du tourisme.

La crise sanitaire qu'a traversée et traverse encore notre pays, exige que les cartes soient rebattues dans de nombreux domaines. En Gironde, cette période a permis à nos agriculteurs de faire reconnaître pleinement leur savoir-faire. Sur le terrain du tourisme de proximité, la Gironde a aussi quelques longueurs d'avance. À nous, en valorisant une économie à taille humaine, de prouver que la résilience girondine a du sens !

#tourisme #découverte #résilience

Appel à initiatives d'innovation sociale et d'économie sociale et solidaire (ESS), 2^e édition

Axée en 2019 sous l'angle de « l'amélioration de l'accessibilité des services au public », cette démarche vise à faire émerger des innovations sociales, pouvant conduire au développement de nouvelles activités socio-économiques de proximité sur les territoires.

62 candidatures ont été reçues, analysées et présentées à un jury composé de trois collèges (citoyens - élus départementaux - experts). Les résultats de ce jury ont été présentés aux élus départementaux, réunis en Commission permanente, qui ont retenu 10 projets. Les dix lauréats bénéficient chacun d'une aide financière de 5 000 € et d'un appui en ingénierie du Département (aide technique, animation, mise en réseau, recherche de financements, promotion des initiatives...) pour le développement et la mise en œuvre de leur projet.

Politique en faveur du tourisme fluvial, la relance

L'année 2019 a été marquée par la relance de la politique de tourisme fluvial via des rencontres techniques organisées pendant l'été avec les opérateurs, armateurs privés et les gestionnaires de sites. Face à la demande des territoires et à un besoin de renforcer la concertation, le Département a repris son rôle de coordonnateur afin de fédérer autour de la question du Tourisme Fluvial.



Gironde Tourisme

Gironde Tourisme assure la promotion et la communication de l'ensemble de l'offre touristique en Gironde.

L'agence collabore tout naturellement avec les professionnels, mais aussi les organismes concernés, qu'il s'agisse de l'échelle communale ou intercommunale.

Elle propose aux visiteurs et aux Girondines et Girondins des circuits pour découvrir l'ensemble des richesses du département : du littoral à l'Estuaire en passant par les bastides, les vignobles, le patrimoine culturel et rural...

Développement social

Missions : conforter le lien social et lutter contre les inégalités en liant solidarité d'engagement et solidarité de droit, œuvrer à la promotion de solutions pour chacune et chacun dans des dynamiques collectives.



Conférences familiales, renouer le dialogue

Traiter une situation sociale spécifique : violences conjugales, maltraitance à enfant, situation d'un parent handicapé et/ou âgé, précarité, etc., c'est l'objectif des conférences familiales en rendant les familles actrices de leur projet de vie. Avec l'aide d'une coordinatrice ou d'un coordinateur, neutre et indépendant, les familles et proches sont amenés à identifier leurs difficultés et trouver des solutions. Ce temps de rencontre et de dialogue permet de reprendre confiance et nouer des liens.

Une expérimentation a permis en 2018 de sensibiliser les professionnel·le·s de l'ensemble des services de la Maison du Département des Solidarités du Bassin et d'associations partenaires, mais aussi de former des coordinatrices et coordinateurs. 10 conférences familiales ont pu être conduites dans les différents champs de l'action sociale départementale. Une évaluation a démontré la pertinence de la méthode en terme de participation des personnes concernées jusqu'à jusqu'à la décision sur le plan d'actions.

Associé à l'expérimentation des conférences familiales, le Département pilote un Projet européen Erasmus+ de mobilité. Les trois partenaires, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Bulgarie, ont permis à des professionnel·le·s et élue·e·s d'échanger sur la mise en œuvre de cette méthode prometteuse.

La généralisation des conférences familiales sur l'ensemble des territoires a été validée en Gironde et de nombreuses actions vont être déployées en ce sens. Un guide de bonnes pratiques est en cours de constitution entre les quatre pays, le colloque de clôture du projet européen a réuni 300 professionnel·le·s et partenaires. Enfin, un réseau interdépartemental a été constitué avec les départements du Nord et de l'Ardèche et a donné lieu aux premières rencontres en Ardèche les 10 et 11 octobre 2019.



39 épiceries sociales
et solidaire soutenues

254 projets soutenus

224 porteurs de projets



Mot de la vice-présidente

Martine JARDINÉ

Vice-présidente chargée de l'habitat, du logement et du développement social.

Notre action publique en faveur du logement, des modes d'accueil et du développement social expérimente en continu pour s'adapter à la vie concrète des citoyens, trouver des solutions innovantes face aux nouveaux besoins et aux nouvelles aspirations. Elle vise l'égalité des possibles et le plein exercice de la citoyenneté en accompagnant les personnes et les familles girondines sur le chemin de leur autonomie.

#développementsocial #solidaire

Solidarité alimentaire

Porteur d'une stratégie de coresponsabilité alimentaire, le Département vise à ce que chaque Girondine et Girondin ait accès à une alimentation saine, durable et produite localement.

Les épiceries sociales et solidaires en constituent un exemple, elles apportent une aide, principalement alimentaire, à un public en difficulté économique ou fragilisé. En mettant à disposition de leurs adhérents des produits variés et de qualité, moyennant une faible participation financière, elles sont de véritables outils de développement social, leviers de solidarité et de capacité citoyenne.

En 2019, 39 épiceries sociales et solidaires ont été soutenues par le Département, dont 31 financièrement pour un montant total de 700 000 €. L'accompagnement se fait notamment à travers l'organisation et l'animation de rencontres du Réseau départemental des épiceries sociales et solidaires de Gironde. En 2019, 3 temps de travail et d'échange ont été proposés aux épiceries sociales et solidaires et porteurs de projets. De plus, 11 projets d'épiceries sociales et solidaires ont été soutenus et une nouvelle épicerie a été inaugurée à Bègles.

Dans le même élan, le Département appuie également la création de jardins solidaires et des projets innovants en lien avec la solidarité alimentaire (Réseau d'alimentation sociale et solidaire, cuisine mobile et ateliers autour de l'alimentation, tiers lieu...).

Appel à projets de développement social



Les évolutions sociétales comme les nouvelles formes de précarité et d'exclusion exigent le développement de nouvelles réponses sociales. En ce sens et pour la quatrième année consécutive, le Département a lancé un appel à « Initiatives locales de Développement Social » dans la perspective d'accompagner les projets locaux. L'objectif est de renforcer les solidarités des personnes et leur autonomie, développer les liens sociaux et favoriser le vivre et le faire ensemble.

En 2019, 341 dossiers ont été reçus et étudiés, 254 projets soutenus et 224 porteurs de projets ont participé.

En règle générale, les actions financées s'inscrivent dans le champ dit de « la prévention primaire » : lutter contre l'isolement, faciliter l'accès à tous les droits, prévenir les risques en matière de santé, prévenir les exclusions en matière sociale, de genre, d'origine, œuvrer pour le développement durable.

Les actions soutenues visent à intégrer les publics en situation de vulnérabilité et/ou d'exclusion sociale dans une logique de mixité.

Habitat, urbanisme et logement social

Missions : répondre à l'attente des Girondines et des Girondins en termes de logement tout en accompagnant l'essor de l'habitat. Répondre également aux besoins des territoires en assurant, en particulier, par une politique de l'habitat et de l'urbanisme, un équilibre des territoires.

LOG'ET MOI : simplifier l'habitat et le logement social

Dix, c'est le nombre moyen d'interlocuteurs qu'une personne doit rencontrer pour avoir une réponse si sa situation ne correspond pas aux critères prioritaires d'attribution de logement social. Face à ce constat, le Département a souhaité personnaliser et simplifier l'accueil, l'information et l'orientation des usagers concernant les questions d'habitat et de logement social.

En ce sens, la Gironde a répondu au défi national Cartes Blanches de la Transformation Publique en envoyant sa candidature pour le projet LOG'ET MOI. Le dossier a été porté

par la Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme, élaboré par le Service des Politiques du Logement Social et de l'Hébergement (SPLSH), en lien avec le territoire des Portes du Médoc, l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) et La Base.

La dimension participative des usagers en fait sa force et a abouti à la création de deux prototypages : simulateur de la demande de logement social, suivi de la demande de logement. Finaliste du défi national, LOG'ET MOI sera un projet phare pour le Département en 2020.

Gironde Habitat : vivre sur les territoires depuis 100 ans

Étudiants, familles, seniors, personnes en insertion... chaque année plus de 5000 nouveaux locataires sont accueillis par Gironde Habitat. Les 18 500 logements répartis en Gironde hébergent pas moins de 40 000 habitants. Le bailleur social dispose d'un patrimoine immobilier de qualité avec un tiers de logements individuels et de résidences à taille humaine. De nouvelles constructions et actions innovantes sont développées pour le bien-vivre des habitants. L'identité de chaque territoire est respectée avec un souci d'esthétisme, de confort, et de respect de la démarche départementale de développement durable.

Monoparentalité : une première maison

À Floirac, la première maison d'habitat partagé pour les monoparents a vu le jour. Sur le principe d'une colocation, deux familles monoparentales sont devenues locataires auprès du bailleur social, Aquitanis.

Ce projet innovant est porté par l'association FRAVEILLANCE dont le but est de faciliter l'accès au logement, mais aussi de recréer du lien social. En effet, les monoparents font face à des risques de précarité plus élevés, ce qui constitue un handicap pour trouver un logement.

Les familles monoparentales peuvent partager certaines charges financières annexes aux loyers, mais aussi s'entraider avec, par exemple, la garde des enfants, l'organisation des loisirs ou de rendez-vous de la vie quotidienne.



Gens du voyage, nouveau schéma

Le nouveau schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage de la Gironde 2019-2024 est l'aboutissement d'un important travail de diagnostic, de préconisations et d'échanges.

Co-piloté avec les services de l'État et de la Préfecture de la Gironde, il permet de cibler les territoires sur lesquels vont être installés les équipements publics destinés à accueillir les gens du voyage et les actions d'accompagnement social.

Lors de cette consultation associant les gens du voyage, des points primordiaux ont été soulevés, comme le manque d'équipements, l'existence de nombreuses situations de sédentarisation et la nécessité de renforcer l'accompagnement des ménages. Des prescriptions ont été portées comme la réalisation de 140 places en aires d'accueil, 700 nouvelles places en aires de grand passage et 146 places de terrains familiaux locatifs publics. Les collectivités seront accompagnées dans la mise en place de ces prescriptions.

En 2020, le Schéma sera présenté auprès des travailleurs sociaux des Maisons du Département des Solidarités pour engager des ateliers sur les actions dont le Département est pilote.

CAUE

En 2019, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de la Gironde (CAUE) est intervenu auprès de 120 communes et 26 EPCI. Il accomplit sa mission de conseil pour la promotion du cadre de vie, de la qualité architecturale, de l'urbanisme, mais aussi de l'environnement auprès de différents publics.

Il intéresse les particuliers dans le secteur de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage pour tout projet d'aménagement.

Il touche les collectivités locales pour le bâti, les espaces publics, l'urbanisme, le paysage et l'environnement.

Le CAUE conduit aussi des missions de formation et d'information destinées aux élus et aux services techniques lors de l'élaboration de différents projets (19 sessions de formation cette année pour 363 participants). Le CAUE met en place des actions de sensibilisation du grand public et des scolaires sur les thèmes de l'architecture et du paysage, mais aussi la réglementation et les techniques de construction.

928

places financées
en foyers jeunes
travailleurs

70

nouveaux dossiers
de procédures
d'urbanisme
enregistrés

30

dossiers présentés
à la Commission
Départementale
d'Aménagement
Commercial
instruits sur le volet
urbanisme

2

communes et

1

EPCI
accompagnés dans
leur démarche
globale de projet
urbain

400

logements sociaux
attribués aux
publics prioritaires





Proximité

Contribuer au mieux-vivre de toutes et tous, c'est d'abord lutter contre les inégalités sociales et territoriales au quotidien.

La solidarité humaine reste la toute première vocation de la collectivité départementale, la raison d'être de ses politiques publiques. Associer insertion et réussite, permettre à la jeunesse de réaliser ses projets, rendre plus facile la vie des plus fragiles, au plus proche des personnes, c'est ainsi que l'action publique du Département prend tout son sens.

Enfance et famille

Missions : écouter, entourer et accompagner les familles tout en anticipant les éventuels problèmes rencontrés par les parents. Organiser la prise en charge des enfants et des jeunes adultes en difficulté tout en répondant à leurs besoins.

Bien accueillir le tout-petit et sa famille, pari d'avenir

C'est autour de cette conviction que près de 840 professionnels de la petite enfance et de la protection maternelle et infantile se sont réunis le 1^{er} et 2 avril 2019. Les deux journées ont permis de mener une réflexion sur la qualité de l'accueil des tout-petits, sur leur bien-être, mais aussi sur celui des familles et des professionnels.

Le Département a fait de l'accueil du jeune enfant une priorité dans ses politiques publiques. Assurer une prévention précoce, un accompagnement et un soutien auprès des familles vulnérables ou précaires, c'est aussi et surtout favoriser l'égalité des chances. Ces actions ont pour volonté d'inscrire les modes d'accueil dans une stratégie d'investissement social.

À travers cette politique d'accueil, le Département répond à l'engagement n° 1 pour « l'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté » de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté.

Forum des assistant·e·s maternel·le·s



Le Département développe des politiques ambitieuses en matière de modes d'accueil, qui font de la Gironde un des départements les plus dynamiques en offre d'accueil individuel, avec 10 500 assistant·e·s maternel·le·s et 268 Maisons d'Assistant·e·s Maternel·le·s (MAM). Confier son enfant à un·e assistant·e maternel·le agréé·e, c'est lui assurer un environnement familial, avoir des horaires adaptables et un encadrement professionnel garanti.

À l'initiative du Département, de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Mutualité Sociale Agricole, le 5^e forum s'est tenu, le samedi 23 novembre 2019. Cette édition intitulée Libre de bouger, explorer, jouer... chez mon assistant·e maternel·le a permis d'assister à une conférence animée par Morgane Lepeintre, psychomotricienne et formatrice petite enfance sur la motricité libre. Ce fut aussi l'occasion de découvrir l'exposition « La maison géante » qui permet de voir la maison telle que la perçoit un enfant de 2 ans.

Services de santé, accessibilité améliorée

La Direction de la promotion de la santé porte l'ambition d'améliorer l'accessibilité aux services de santé dans ses différentes missions. L'objectif est de réduire les inégalités sociales de santé et notamment les difficultés d'accessibilité sur les territoires ruraux aux services de santé.

C'est la raison pour laquelle la direction a actualisé toutes les conventions de partenariat avec les maternités sur chaque Maison du Département des Solidarités de Gironde. L'objectif de ces conventions est d'améliorer le parcours santé des femmes enceintes et des nouveaux-nés en mettant à disposition des sages-femmes et des puéricultrices de Protection Maternelle et Infantile auprès des jeunes parents.



10 050
assistantes maternelles
agrées

32 472
places d'accueil

283
Maisons d'Assistant-e-s
Maternel-les

19 000
consultations médicales
auprès des enfants de moins
de 6 ans

32,4 %
des enfants nés dans
l'année reçus par un
professionnel de PMI

Protection de l'enfance

Missions : Le Département a la responsabilité des enfants et des jeunes mineurs qui lui sont confiés. Enfants et adolescents sont ainsi pris en charge quand des problèmes graves apparaissent. Prendre soin d'eux et des familles à accompagner sur le chemin de la reconquête parentale, voilà une mission cruciale.

	1^{er} Conseil des jeunes de la protection de l'enfance	Placement éducatif à domicile renforcé
5 445 jeunes et enfants accueillis	Le Département a créé un Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance, lieu d'expression et de propositions des jeunes confiés pour faire évoluer la protection de l'enfance en Gironde.	Le Département de la Gironde a choisi de renforcer le placement à domicile avec un appel à projets qui a permis de créer 92 places en 2019, soit un total de 363 places aujourd'hui.
753 assistants familiaux	Cette instance, la première en France, est représentative des différents types d'accueil, des âges et des territoires de la Gironde. Les enfants actuellement en famille d'accueil ou en foyer et les adultes issus de l'Aide Sociale à l'Enfance jusqu'à l'âge de 27 ans peuvent participer à ce conseil.	Le placement à domicile est une des solutions mises à disposition du juge des enfants qui souhaite protéger un mineur. Ce dispositif est à mi-chemin entre les mesures éducatives en milieu ouvert impliquant la mise à disposition d'un éducateur, qui vient rencontrer le jeune au sein de sa famille, et le placement en foyer ou famille d'accueil. Il s'agit d'un suivi éducatif du jeune, qui s'exerce hors de la Mecs (Maison d'enfants à caractère social) par un ou plusieurs éducateurs, sans hébergement, sauf nécessité impérieuse en cas de rupture ou de crise familiale.
dont 712 en Gironde et 41 domiciliés hors département	Le 20 novembre 2019, a eu lieu la 1 ^{re} assemblée, jour du 30 ^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant. Elle a réuni 100 jeunes volontaires de 8 à 27 ans, 7 groupes de travail ont été mis en place sur les thématiques suivantes : loisirs, formation, relation avec les institutions, relation avec les familles, relation aux autres, l'avenir, le quotidien dans un lieu de vie. Le conseil se réunit 4 fois par an, en séance plénière ou en petits groupes.	Le placement à domicile est une façon pour le juge de rappeler l'importance de sa famille pour le jeune confié, c'est parfois également une bonne réponse pour les jeunes qui pourraient avoir tendance à fuguer. Cet accueil leur permet de rester en lien fort avec leur famille tout en bénéficiant d'un suivi très étroit. Un nouvel appel à projets sera lancé en 2020 qui permettra la création de 100 places supplémentaires.
1 296 mineurs et jeunes majeurs accueillis en familles d'accueil	Le Conseil des Jeunes de la Protection de l'Enfance en Gironde	





Mot de la vice-présidente

Emmanuelle AJON

Vice-présidente chargée de la promotion de la santé et de la protection de l'enfance.

Protéger les enfants qui nous sont confiés, ce n'est une mission facile ni pour les équipes qui les entourent, ni pour nous, élus. C'est pourquoi nous la menons toutes et tous avec passion, sérieux et humilité. Il en va de même de nos actions de santé qui visent les plus fragiles. La crise sanitaire qui nous a frappés, insiste sur la nécessité de ne jamais relâcher nos efforts communs.

#protection #enfance #proximité #prévention

Favoriser l'accueil familial, nouvelles initiatives

L'assistant familial accueille à son domicile, jour et nuit, week-ends et vacances scolaires, de un à trois enfants de 0 à 18 ans ou majeur de moins de 21 ans, qui ne peut pas être maintenu dans sa famille.

L'accompagnement de ces assistants familiaux est aujourd'hui concentré sur une réflexion autour de pratiques éducatives. La Journée de l'accueil familial a permis le lancement d'une nouvelle dynamique sur le sujet. Elle a réuni 500 professionnels. Grâce à un outil interactif, des échanges ont eu lieu sur les trois théories fondatrices des analyses des situations des enfants (psychanalyse, systémie, théorie de l'attachement). Cette journée a été l'occasion de lancer le projet départemental d'accueil familial.

Au-delà de ce suivi et des soutiens face à des difficultés, a été lancée une réflexion pour accueillir les assistants familiaux sur leur territoire, au sein d'une maison d'accueil familial située à Saint-Savin. Cet espace permettrait aux assistants familiaux de se retrouver autour d'ateliers y compris avec les enfants, mais aussi d'y bénéficier d'un mode de garde pour souffler quelques heures dans la journée.

L'enfant à l'épreuve des violences conjugales



En écho au 30^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, le Département a décidé de consacrer le mois de novembre 2019 à la protection de l'enfance en danger.

Parmi les divers événements qui ont rythmé ce mois anniversaire, la journée conférence « L'enfant à l'épreuve des violences conjugales » du 19 novembre, a rencontré un énorme succès. Les 450 participants ont pu apprécier la présence d'intervenants locaux et nationaux qui ont abordé les impacts des violences sur l'enfant mais aussi identifié les bonnes pratiques d'intervention médicale, sociale et juridique.

Une exposition « Laissons-le grandir » sur le même thème et des visites commentées ont été organisées du 5 au 19 novembre dans le Hall de l'Immeuble Gironde. L'événement a pris appui sur les créations du collectif d'artistes girondins MC2A et sur l'ouvrage pour enfants « Les artichauts ». Pensée et construite par les travailleurs sociaux des Maisons du Département des Solidarités de Bordeaux, l'exposition traite de l'enfant et de la famille, mais aussi des habitants et des partenaires associatifs en prise avec ces situations de violence.

Santé publique

Missions : valoriser une approche tout comme une vision globale de la santé publique pour accompagner le changement des comportements. L'objectif passe par la prise en compte des questions de santé dans leur ensemble et particulièrement en période de vulnérabilité.

Vaccination, un plan d'actions

Grâce aux actions menées depuis plusieurs années, le niveau de vaccination s'améliore en Gironde. Ce moyen de prévention est efficace pour lutter contre de nombreuses maladies infectieuses.

Le Centre départemental de vaccinations, conscient du fort enjeu de santé publique, a élaboré un plan d'actions.

Il s'articule autour de grandes orientations : la promotion de la vaccination auprès de la population générale et vulnérable, l'amélioration de la couverture vaccinale et la constitution d'un pôle ressource départemental.

Ce plan, qui vise à la promotion de la vaccination dans le département, répond aux objectifs généraux élaborés par l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine.

Bilans de santé pour les 3-4 ans

Pour une meilleure prise en compte de la santé des enfants, des bilans de santé ont été mis en place dans les écoles maternelles. Dans toute la Gironde, les professionnel·le·s de la Protection Maternelle et Infantile effectuent un examen médical préventif sur tous les enfants âgés de 3 à 4 ans.

L'objectif est d'améliorer le dépistage de troubles de l'apprentissage, en repérant un éventuel problème de corpulence, visuel, auditif, de langage et de comportement.

Si le bilan indique la nécessité de préciser un diagnostic ou une prise en charge, un entretien est proposé aux parents afin d'en parler et de les orienter.



Expérimentation inédite : la Maison de santé pluridisciplinaire de Bourg

Améliorer l'accessibilité aux services de santé, c'est ce qui a motivé le partenariat entre la commune de Bourg, l'Association de la Maison de Santé du Bourgeais et le Département. De cette union, est née la Maison de santé pluridisciplinaire de Bourg, une expérimentation inédite. Cette structure de soins de premiers recours réunit médecins généralistes, infirmiers, kinésithérapeutes et dentistes. Une salle de soins a également été prévue pour les soins urgents. Les objectifs d'une Maison de santé sont de maintenir une offre de soins de proximité, d'assurer une permanence médicale quotidienne mais aussi d'améliorer l'accessibilité aux soins de premier recours et de favoriser la prise en charge des personnes âgées.

Pour la première fois en Gironde au sein d'une Maison de santé, une expérimentation porte sur l'ouverture d'une permanence destinée à accueillir les professionnels de santé du Département, le déploiement d'actions de prévention (vaccinations, lutte contre le SIDA, dépistage de cancers...) et la réalisation du suivi de santé des enfants confiés au Département.

Ce projet de coordination de soins a reçu l'appui de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine. L'expérimentation de ce partenariat inédit en Gironde sera évaluée et éventuellement reproduit ailleurs sur le territoire.

17 000
consultations
de dépistage
et de diagnostic
au CeGIDD

12 600
actes de
consultation
ont été réalisés
par les médecins
ou les sages-
femmes

20 800
jeunes rencontrés
dans le cadre des
actions collectives
contribuant
à l'éducation pour
la vie affective
et sexuelle

3 716
personnes
vaccinées
au moins une fois
dans l'année

1 857
actes médicaux
de dépistage
et de suivi
de la tuberculose

L'aide à l'autonomie

Missions : prévenir mais aussi compenser la perte d'autonomie, liée à l'âge ou au handicap. Veiller à accompagner les personnes concernées dans un parcours de vie le plus agréable possible.

+ 500	établissements et services médico-sociaux
166	accueillants familiaux (tarifés ou suivis)
22 146	bénéficiaires de l'APA à domicile
13 800	bénéficiaires de l'APA en établissement
7 853	bénéficiaires de la PCH
113 151	décisions prises par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH)

Gironde Territoire 100 % Inclusif : démarche mise en œuvre

En 2019, le projet Gironde, Territoire 100 % inclusif, a permis au Département d'asseoir sa place de pilote dans la démarche. À travers les différents temps de concertation qui se sont déroulés début 2019, plus de 250 citoyens ont construit la feuille de route et 340 personnes ont participé à l'atelier 100 % inclusif proposé dans le cadre des conseils de territoire. Cette feuille a donné lieu à plus de 100 propositions d'actions concrètes à faire connaître, développer ou à mettre à œuvre.

De la petite enfance à la scolarisation, de l'accès à un chez soi et à un travail, de la pratique culturelle à l'expression de sa citoyenneté, les axes de la feuille de route ont été approfondis tant au sein de l'institution qu'auprès des différents acteurs : citoyens, professionnels du secteur médico-social, élus des collectivités locales, opérateurs associatifs ou privés.

Le Département a su affirmer sa volonté de dépasser les clivages en invitant au débat les personnes et acteurs concernés (personnes en situation de handicap, professionnels du champ médico-social et du droit commun). L'année 2020 sera consacrée à la mise en réseau et à la définition d'objectifs concrets facilitant la vie des Girondins et Girondines en travaillant avec les partenaires comme relais de proximité.

Journées de sensibilisation à l'autisme

Pour la 2^e année consécutive, la MDPH, le Département de la Gironde et le comité de pilotage autisme girondin, ont organisé des actions de sensibilisation à l'autisme sur le territoire girondin. Ces actions ont une double finalité, la première vise à apporter des informations adaptées aux familles, la seconde contribue à changer le regard sur ce handicap.

Différentes actions ont été déployées sur 4 territoires et ont mobilisé une vingtaine d'associations, institutions et collectivités. Plus de 1000 personnes ont participé aux rencontres. Le succès de cette édition a permis de créer une adhésion plus importante chez les associations de parents en facilitant la mise en réseau des acteurs dans les territoires.





Mot de la vice-présidente

Édith MONCOUCUT

Vice-présidente chargée de l'autonomie, du handicap et de la politique de l'âge.

L'inclusion des personnes vivant avec un handicap comme celle de nos aînés, passe par un engagement à tous les niveaux de chacune et chacun, citoyens et élus, pour que notre société gagne en bienveillance et en solidarité la plus concrète qui soit. Bien sûr le logement, avec les formes les plus originales d'habitat intergénérationnel, est particulièrement concerné, au cœur des préoccupations du Département.

#dependance #autonomie #inclusion

Plan d'Accès Départemental de l'Habitat Inclusif (PADHI) : adopté !

La Gironde a été reconnue comme Département précurseur en matière d'habitat inclusif avec la signature, dès 2017, d'un contrat expérimental incluant un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD). Cet engagement a permis une mise à disposition de 24 maisons disséminées sur la métropole, sous forme de colocation entre personnes traumatisées crâniennes, mutualisant leur Prestation de Compensation pour le Handicap (PCH).

Fin 2018, le Département a été **labelisé « Territoire 100 % Inclusif »** mettant l'inclusion des personnes au cœur de l'ensemble de son action publique.

Le 18 novembre 2019, le Département a adopté à l'unanimité un Plan d'Accès Départemental de l'Habitat inclusif (PADHI) 2019-2021. Le volet 1 de ce plan est exclusivement consacré aux personnes en situation de handicap et le volet 2 est dédié aux personnes âgées. Le Département a souhaité s'emparer pleinement du dispositif de l'habitat inclusif participant au libre choix des personnes dans la définition de leur mode de vie.

Fruit d'un travail de concertation, le plan est construit autour de 3 grandes priorités : promouvoir la vie au cœur de la cité, structurer et promouvoir l'offre d'habitat inclusif, et accompagner la transformation de l'offre médico-sociale.

Une convention signée en 2019 a permis la création de 2 nouveaux habitats inclusifs.

Schéma du « Vivre à Domicile » 2019-2021, une politique ambitieuse

Renforçant les orientations et les engagements pris dans le cadre du Schéma Départemental pour l'Autonomie 2017-2021, le Schéma Départemental du « Vivre à Domicile » 2019-2021 a été adopté à l'unanimité par l'Assemblée départementale le 24 juin 2019.

Feuille de route ambitieuse, ce schéma s'inscrit dans les évolutions d'une société inclusive ouverte à toutes et tous et réaffirme une politique départementale de l'autonomie engagée et volontariste afin de répondre au souhait des personnes de pouvoir vivre « chez elles » le plus longtemps possible.

Document stratégique élaboré en concertation avec les acteurs opérationnels de l'aide et du soin à domicile mais aussi des institutions partenaires, il invite à agir en cohérence et en convergence autour de quatre grandes priorités : donner à toutes les Girondines et tous les Girondins le droit à un accompagnement de qualité ; instaurer une offre en SAAD (Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile) lisible et adaptée quel que soit le territoire ; agir sur les métiers du domicile pour renforcer la qualité de l'environnement humain intervenant auprès des Girondines et Girondins ; encourager l'innovation et l'expérimentation pour une meilleure réponse.

Insertion et emploi

Missions : favoriser le retour à l'emploi des personnes éloignées du marché du travail, œuvrer pour que l'égalité des chances devienne une réalité tangible.



Pacte Territorial d'Insertion 2019-2021 : refonte de la politique girondine d'insertion



gironde.fr/pacte-insertion

Gironde
LA DÉPARTEMENT

Le 1^{er} juillet 2019, le Pacte Territorial d'Insertion 2019-2021 a été signé par l'ensemble des partenaires clé de l'insertion : le Département, l'État, Pôle Emploi, la Région Nouvelle-Aquitaine, la CAF, la Mutualité Sociale Agricole (MSA), Les Plie (Plans locaux pour l'insertion et l'emploi) de Gironde, Les Missions locales de Gironde, l'Union départementale des CCAS, le Réseau de l'Insertion par l'activité économique (INAE), l'Agefiph.

Après une année d'évaluation, les signataires se sont engagés sur 33 actions à mener durant cette période. Elles visent à faire évoluer le dispositif RSA en améliorant l'accueil des personnes d'abord par une réduction des délais d'orientation.

Il s'agit aussi de renouveler les modes d'accompagnement en donnant aux personnes une place plus active dans leur parcours d'insertion, de proposer une offre plus en adéquation avec les besoins des personnes mais aussi adaptée aux territoires, de renforcer le partenariat et de structurer la gouvernance.

Un schéma de gouvernance a été validé par l'ensemble des partenaires dans l'objectif de mieux articuler les différentes politiques concernées à l'échelle du Département mais aussi de chacun des territoires.

Un objectif commun de résultat est fixé puisque le pacte vise à augmenter de 50 % le nombre d'allocataires du RSA accédant à l'emploi et à l'activité.

Garage social mobile en Sud Gironde, l'expérimentation

Le Département s'engage depuis plusieurs années à mettre en œuvre des solutions innovantes pour répondre aux problèmes de mobilité des allocataires du RSA.

Dans cette dynamique, le Département a souhaité faire l'expérimentation d'un garage social mobile sur un territoire rural. Ce projet travaillé avec l'ensemble des acteurs locaux de la Maison du Département des Solidarités du Sud Gironde vise à assurer la réparation de véhicules des publics ayant de très faibles ressources par l'utilisation d'un

camion-garage itinérant. Ainsi, APREVA (Association Pour la Réparation et l'Entretien de Véhicules Automobiles), structure d'insertion gérant un garage social à Lormont, a porté le projet débuté en octobre 2019.

Un mécanicien salarié se déplace sur 5 communautés de communes pour assurer des réparations avec une tarification sociale. Un partenariat avec les garages du territoire est recherché pour faire face à des réparations plus lourdes. L'expérimentation doit faire l'objet d'une évaluation dans un objectif de pérennité.



Mot de la vice-présidente

Denise GRESLARD NÉDÉLEC

Vice-présidente chargée des politiques de l'insertion.

Face à la crise sanitaire que nous traversons, avec ses inévitables conséquences sociales et économiques, nos politiques et dispositifs de retour vers l'emploi prennent tout leur sens. Pour mieux répondre aux besoins, nous les renforçons, nous les faisons évoluer pour que les personnes les plus fragiles trouvent des solutions concrètes et reprennent confiance en l'action publique.

#RSA #inclusion #insertion

RSA & SAISON: expérimentation pour favoriser le retour à l'emploi

La Gironde compte de nombreux emplois saisonniers, en particulier à l'occasion de la période des vendanges et des récoltes automnales. Ils restent peu attractifs pour les bénéficiaires du RSA. Les modalités de calcul du RSA, les particularités liées à une activité de courte durée impactent l'accès à l'allocation et son montant.

Face à ce constat, le Département a conduit une expérimentation permettant de cumuler intégralement le RSA et les revenus d'activité saisonnière. Ainsi, entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre 2019, 550 allocataires du RSA se sont intéressés à la mesure. 394 d'entre eux ont cumulé RSA et revenus issus d'un contrat de travail saisonnier pour plus de 40 000 heures de travail réalisées.

Ces 199 femmes et 195 hommes émanent principalement des territoires Libournais, Sud Gironde, Médoc et Graves. Un questionnaire doublé d'une enquête téléphonique auprès des 550 allocataires intéressés ont été mis en place pour recueillir l'avis des bénéficiaires sur ce dispositif.

Allocataires du RSA: des courriers plus clairs

L'étude réalisée en 2018 autour de la notion de « freins à l'emploi » avait mis en exergue les effets négatifs produits par la communication entre l'administration et les allocataires du RSA. L'incompréhension des courriers et un sentiment de stigmatisation étaient les éléments qui en ressortaient.

Les élus et les services du Département ont donc engagé un travail de réécriture de l'ensemble de cette correspondance qui s'est poursuivi tout au long de l'année 2019. Ces travaux ont été menés sous forme d'ateliers composés d'agents du Département, de conseillers insertion de structures partenaires et d'allocataires du RSA.

Les territoires porteurs de la démarche sont la Métropole, Castelnau-de-Médoc, Saint-André-de-Cubzac et les Hauts de Garonne. Ces travaux ont concerné une vingtaine de courriers différents. Ils touchent 45 000 personnes chaque année.

76 190
personnes
bénéficiant du RSA

874
postes financés dans le
cadre des contrats aidés

+ de
210 000 h
de travail réalisées via
la clause sociale

Patrimoine et politique d'accueil

Missions : poursuivre l'optimisation des bâtiments, propriété du Département, dans le respect des enjeux environnementaux et en veillant à une meilleure accessibilité aux personnes à mobilité réduite, soutenir les métiers de la construction au service des Girondines et des Girondins, rendre les sites accessibles aux personnes à mobilité réduite, conforter la qualité d'accueil des usagers.

Qualité de l'accueil et de la relation aux usagers : la Gironde première !

L'accueil des usagers est une priorité pour le Département de la Gironde. Les évolutions réglementaires et technologiques conduisent la collectivité à adapter sa politique et ses actions pour répondre aux attentes de plus en plus nombreuses des usagers.

L'ensemble des canaux de contacts avec la collectivité est pris en compte : physique, téléphonique, correspondances (postales et numériques) tant sur le site central de Mériadeck que sur ceux implantés sur tous les territoires girondins.

En 2019, un nouveau baromètre de la relation usager a été dévoilé par l'association française de normalisation (AFNOR) auprès de 231 organismes dont six Départements.

Dans sa catégorie, la Gironde a remporté le premier prix 2019 des Trophées de la Relation aux Usagers.

Ce prix récompense le professionnalisme des agent·e·s en posture d'accueil sur l'ensemble des canaux, tant sur le site central que sur les territoires.

Accueils téléphoniques : des plateformes pour améliorer le service rendu

L'accès aux services du Département passe majoritairement par un premier contact téléphonique. Afin d'améliorer le taux de décrochés et la qualité de service rendu aux usagers, la collectivité a décidé de mettre en place un accueil téléphonique territorialisé de niveau un, autrement dit, la délivrance de premiers renseignements. Puis, si cela s'avère nécessaire, les usagers sont orientés vers les professionnels en charge de leurs dossiers.

Avec ce dispositif, le taux de décrochés augmente significativement, dépassant, en moyenne, les 80%.

Ce dispositif de plateformes téléphoniques est déployé partout en Gironde, dans les Maisons du Département des Solidarités.



Mot de la vice-présidente

Cécile SAINT-MARC

Vice-présidente chargée du patrimoine départemental.

Le patrimoine départemental, c'est et cela doit être la vitrine de nos politiques publiques. Il doit refléter notre volonté d'être toujours au plus près des besoins et des attentes des Girondines et des Girondins. Le Département veille au confort de travail, à l'empreinte environnementale ainsi qu'à la maîtrise budgétaire. La qualité de l'accueil du public est aussi notre priorité. Quand ils expriment leur satisfaction, nous avons clairement rempli notre mission.

#patrimoine #accueil #innovation

Le Département donne ses véhicules aux associations

Le Département utilise de nombreux véhicules usagés pour que ses agents puissent rayonner sur le territoire, dans le cadre du travail social, pour la surveillance des routes, pour l'entretien des collèges...

Depuis 2018, le Département a décidé de ne plus vendre ses véhicules aux enchères mais d'en faire profiter les associations dont l'action relève de son champ de compétences en matière de solidarité humaine. Ces véhicules sont donnés à des structures travaillant à l'insertion professionnelle des allocataires du RSA ou facilitant leur mobilité mais aussi au profit d'associations luttant contre l'exclusion. 97 véhicules ont ainsi été donnés à des associations ces dernières années, dont 22 en 2019.

Se déplacer en voiture électrique

Le déploiement de véhicules électriques s'est poursuivi sur le territoire départemental et devrait se terminer fin 2020. En 2019, le Département s'est doté de 19 nouvelles voitures électriques et 1 hybride, pour un total de 407 véhicules dont 42 électriques et 4 hybrides. Trois expérimentations sur la mise en adéquation des moyens de déplacement avec les besoins des utilisateurs ont démarré sur le Médoc, le Libournais et Bordeaux, en lien avec les utilisateurs.

Le programme de construction suit son cours

De nombreux équipements ont été livrés, notamment la Maison du Département des Solidarités de Bordeaux début 2019. Les études pour la réalisation des équipements de Pauillac et de la Réole se sont poursuivies.

D'autres projets de construction sont en cours comme la Maison du Département des Solidarités de Langon ou la Maison du Département des solidarités de Bordeaux Lac. Au CDEF d'Eysines, les travaux d'un bâtiment pour les 3/6 ans ont continué et ceux de la pouponnière ont repris.

Pour les services de la Direction des Infrastructures, l'activité s'est poursuivie. Citons le démarrage des chantiers pour la construction des centres d'exploitation de Cestas, Saint Avit-Saint Nazaire et Saint Martin la Caussade.

La partie foncière d'acquisition et de cession a également été dense avec l'acquisition du domaine de Nodris à Vertheuil, de plusieurs immeubles permettant de couvrir les besoins de l'aide sociale à l'enfance, mais également la vente de quelques immeubles désaffectés.

1 259 bâtiments répartis
dans toute la Gironde

561 sites

1 041 000 m² de bâti

38 800 ha de terrain

Éducation et jeunesse



Missions : apporter aux jeunes Girondines et Girondins tous les moyens de réussir leur scolarité, mais aussi leur parcours éducatif et professionnel, favoriser leur épanouissement, de la restauration à la citoyenneté sans oublier leur vie quotidienne.

Plan collèges Ambition 2024 : 15 des 23 projets se dessinent

Pour faire face à une importante croissance démographique, l'Assemblée départementale a voté en septembre 2017, le Plan Collèges Ambition 2024. Il prévoit la construction de 13 nouveaux collèges et 10 réhabilitations, soit 23 collèges au total, pour accueillir 10 000 collégiennes et collégiens supplémentaires d'ici 2024. Le Département de la Gironde consacrera plus d'un demi-milliard à ce projet.

Ces nouveaux collèges seront à taille humaine, ouverts sur les territoires en proposant notamment des équipements à partager avec les acteurs locaux (associations sportives, artistiques...).

Ils répondront également aux exigences des bâtiments « basse consommation » qui ont été revues pour une amélioration du cadre de vie : nouveaux espaces, nouvelles fonctionnalités (gymnase, salle d'activités), nouvelle ambition numérique, déploiement de la charte départementale de la restauration (approvisionnement en bio, gestion des déchets...).

Les architectes concepteurs de 15 des 23 collèges du Plan Collège ont été désignés à la fin de l'année 2019. Sur la partie construction neuve, les équipes de conception des collèges de Marsas, Saint-Selve, du Pian-Médoc, du Haillan, du Barp, de la ZAC Belcier et celle de Ginko à Bordeaux ont été désignés en 2019 suite à des jurys d'analyse des offres.

Le nouveau collège de Marsas a obtenu son permis de construire en 2019. Les travaux ont démarré en septembre 2019 pour le collège de Cenon Jean-Jaurès et en novembre pour les collèges Jacques-Ellul à Bordeaux et d'Arveyres.



Réhabilitation du collège Jean Jaurès à Cenon - Livraison rentrée 2021 - © GCC / Art Ur Architectes



Futur collège J. Ellul sur le site Mayaudon - Livraison rentrée 2021 - © cabinet d'architecte Latour-Salie



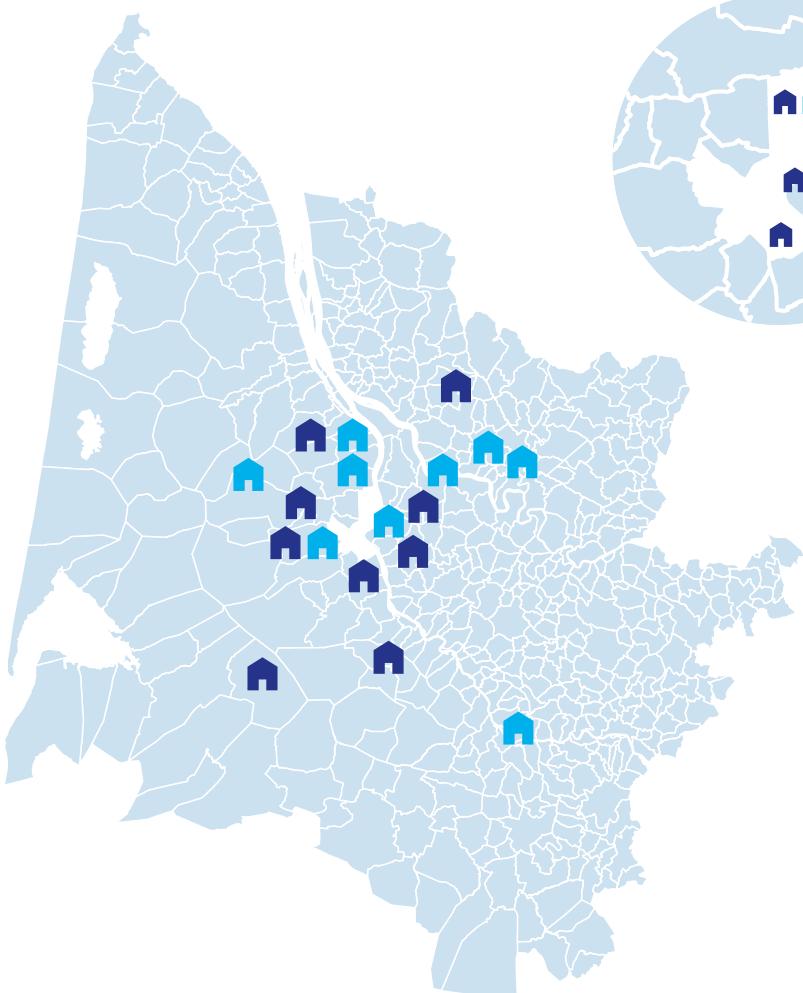
Mot du vice-président

Guy MORENO

Vice-président chargé de la politique éducative et sociale, et des collèges.

Nous avons un devoir d'exemplarité envers nos jeunes. Les années collège peuvent nous permettre d'accompagner leur épanouissement, en sachant les écouter et valoriser leurs nombreuses initiatives. En classe et à l'extérieur, c'est ici aussi que se prépare ce monde que nous appelons de nos voeux: plus résilient et solidaire. Nos jeunes ont, soyons-en sûrs, un temps d'avance.

#ambition #avenir #collèges



640 M €

budgétés pour le Projet
Collèges Ambition 2024

105

collèges publics

64 386

élèves en collège public

dont

1 760

en SEGPA

12 173

bourses départementales
pour les boursiers
de l'Éducation Nationale



Nouveaux collèges :

Collège Bordeaux Mayaudon - Collège du BARP - Collège Bordeaux ZAC Garonne-Eiffel - Collège de Marsas - Collège du Haillan - Collège de Saint-Selve - Collège du Pian - Collège de Bordeaux Ginko - Collège de Bordeaux ZAC Saint Jean de Belcier - Collège de Fargues Saint Hilaire - Collège de Mérignac - Collège secteur de Montussan - Collège Sud Métropole



Collèges en réhabilitation :

Collège Arveyres - Collège Lussac - Collège Blanquefort - Collège Courtras - Collège Saint Médard - Collège de Langon Toulouse Lautrec - Collège de Mérignac Jules Ferry - Collège de Parempuyre - Collège de Cenon Jean-Jaurès - Collège de Bordeaux Edouard Vaillant



Futur collège de Marsas – Livraison rentrée 2021 -
© Bouygues / Éric Wirth Patrick Arotcharen

Jeunes en milieu rural: service civique

Le Département propose aux jeunes, ni en emploi, ni en études, ni en formation, une activité d'immersion collective leur permettant d'entamer une réinsertion sociale et professionnelle.

Ces services civiques de 7 mois sont à destination des jeunes de moins de 26 ans, identifiés comme les plus vulnérables notamment en zones rurales.

Cette opération est financée par l'Europe, via le programme de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes, et par le Département, porteur du projet. Il apporte son savoir-faire en termes d'insertion sociale et professionnelle, et de sécurisation des parcours.

Au Teich, avec l'association LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux), des jeunes en service civique ont été sensibilisés à la protection de la faune sauvage, mais également à la participation au nettoyage et à la désinfection de box d'animaux.

Dans l'Entre-deux-Mers, les jeunes ont découvert le fonctionnement d'un tiers-lieu associatif, participé à l'émergence d'animations et d'évènements au sein du bar-restaurant, se sont investis dans la relation partenariale avec les producteurs et participé à la mise en route et au fonctionnement d'une épicerie solidaire.

À l'EHPAD Saint-Macaire, des missions autour de la Mémoire et de la Citoyenneté leur ont été confiées, au gré d'une démarche écocitoyenne. Des jeunes ont également pu participer à la revalorisation des extérieurs et participer à la mise en place d'une ruche.





Mot de la vice-présidente

Isabelle DEXPERT

Vice-présidente chargée de la jeunesse, de la culture, du sport et de la vie associative.

Favoriser l'épanouissement et la réussite de toutes les Girondines et tous les Girondins est essentiel pour contribuer à réduire les inégalités. C'est dans l'objectif d'offrir les meilleures perspectives d'avenir aux jeunes de 11 à 25 ans, que le Département encourage et soutient leurs projets.

#jeunesse #accompagnement #projets

Prévention spécialisée, accompagner les jeunes en difficulté

En Gironde, 9 associations de prévention spécialisée, habilitées par le Département, accompagnent environ 2800 jeunes.

La Prévention Spécialisée repose sur un travail de proximité avec des jeunes de 16 à 25 ans qui se trouvent ou risquent de se trouver en marge des circuits d'intégration sociale. Le travail de rue reste le mode d'intervention le plus efficace pour rencontrer les jeunes, en 2019, 32 % du temps éducatif y a été consacré.

L'objectif est que ces jeunes puissent (re) conquérir une vie sociale, (re)nouer le dialogue avec leur entourage et (re)prendre le chemin de l'insertion professionnelle.

Ainsi, en 2019, les éducateurs de rue ont rencontré 7728 jeunes dont seulement 33 % sont des filles. Les équipes éducatives se sont mobilisées pour mettre en place plusieurs manifestations, activités et actions éducatives pour capter et se rapprocher de ce public moins visible que les garçons. Les équipes éducatives dirigent leur action vers le public prioritaire 11-21 ans, 59 % des jeunes rencontrés sont mineurs.

En 2019, 883 actions collectives ont été réalisées. Deux nouvelles équipes de prévention spécialisée ont pu se déployer sur les territoires d'intervention Eysines/le Bouscat et Sainte-Foy-la-Grande/Pineuilh.

Valoriser les projets des jeunes

Le Département de la Gironde, la Mutualité Sociale Agricole et la Caisse des Allocations Familiales de la Gironde soutiennent les projets portés par des jeunes. En 2019, une journée de valorisation du dispositif « Jeunes en actions » a été organisée le 22 octobre, à Lormont.

Plus de 250 personnes ont participé à cette manifestation publique pour s'informer, partager des expériences et valoriser leur projet.

L'enjeu : promouvoir l'autonomie, la prise de responsabilité et l'engagement des jeunes de 13 à 25 ans.

gironde.fr/jeunes-en-actions

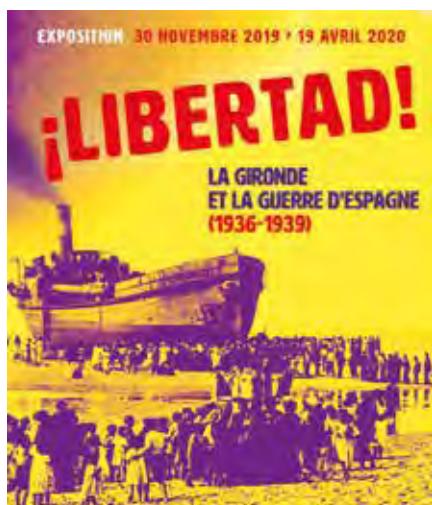
Culture

Missions : encourager et développer l'accès à la vie culturelle et aux pratiques artistiques sur tous les territoires girondins, conforter l'essor de la vie du livre, du document et de la lecture, protéger et valoriser les patrimoines.

Exposition Libertad : la Gironde et la guerre d'Espagne

L'exposition « ¡Libertad! La Gironde et la guerre d'Espagne (1936-1939) » a été inaugurée le 30 novembre 2019 et a immédiatement rencontré un grand succès.

À l'occasion du 80^e anniversaire de la fin de la guerre d'Espagne, cette exposition rappelle combien la Gironde a été une des bases arrière de la guerre civile. À travers une documentation pour beaucoup inédite, a été présenté un épisode méconnu de l'histoire de femmes, d'hommes et d'enfants, une histoire de migrations, une histoire d'engagement, une histoire de solidarité.



Plassac, un Programme Scientifique et Culturel riche

Voté en 2019, le Programme Scientifique et Culturel (PSC) du Domaine de Plassac s'accompagne d'un partenariat scientifique avec l'Université Bordeaux Montaigne, le CNRS et la DRAC Nouvelle-Aquitaine.

L'objectif principal du programme est de reconnecter le site gallo-romain à son territoire, pour en faire un levier de développement local sur les plans culturel et touristique. Pour répondre aux nombreuses sollicitations de visites et afin d'assurer un niveau supérieur de service, la saison d'ouverture est passée en 2019 de 6 à 9 mois.

Plusieurs volets ont été développés tout au long de l'année : culturel, accessibilité, scientifique et pédagogique.

2 423 000

prêts de livres, CD, etc.

à 97 000

Girondines et Girondins

375 900

spectateurs aux Scènes d'été

7 200

séances de consultation aux Archives Départementales



De nouvelles médiathèques

Développer la lecture publique est l'ambition première de biblio.gironde. Un accès à la lecture notamment renforcé grâce à l'aménagement du territoire girondin en bibliothèques et médiathèques. Cet engagement trouve sa concrétisation dans la modernisation des structures et services existants et dans la création de nouveaux équipements.

L'année 2019 a été riche de l'ouverture de nouvelles médiathèques qui connaissent toutes un large succès populaire : Soulac-sur-Mer, Le Temple-Médoc, Loupiac-de-La-Réole, Saint-Selve, Pugnac, Pondaurat, Isle-Saint-Georges, Bazas, Saint-Sulpice-de-Faleyrens. De plus, des travaux ou la programmation de futures médiathèques sont prévus à Saint-Denis-de-Pile, Izon et Langon.

DEMOS, 2^e édition de l'orchestre des enfants

En 2019, le Département a poursuivi son engagement dans le projet Démos, orchestre à vocation sociale. À l'initiative de la Philharmonie de Paris et de l'Opéra de Bordeaux, Démos a réuni une centaine d'enfants de Bordeaux, de la Métropole et du Département. Le dispositif a pour objectif de permettre à des enfants vivant sur des territoires connaissant des difficultés sociales, économiques et environnementales et qui n'ont pas accès à l'apprentissage d'un instrument, de jouer de la musique en orchestre. Depuis novembre 2019, 7 nouveaux groupes d'enfants ont été constitués, dont un de Haute-Gironde, et un du Médoc.

Soutien à la création cinématographique

En juin 2019, la Gironde a entériné son adhésion au fonds régional de soutien à la création cinématographique, rejoignant la convention qui lie l'État, le CNC (Centre national du cinéma), la Région et différents départements de Nouvelle-Aquitaine. En soutenant des projets de films tournés sur le territoire girondin, le Département favorise la création d'œuvres originales et l'emploi culturel. Cette adhésion complète la politique du Département en faveur des cinémas de proximité, des dispositifs de médiation et des projets d'éducation à l'image, des festivals de cinéma et des associations du domaine.

L'IDDAC

L'Agence culturelle du Département, assure une programmation variée dans tous les domaines artistiques : théâtre, musique, danse contemporaine, cinéma d'animation... Partout en Gironde, l'IDDAC travaille à la rencontre entre éducation, culture, citoyen·ne·s, acteurs culturels et associatifs, artistes, et élue·e·s de proximité. La coopération, entre institutions, collectivités ou les acteurs de la vie culturelle girondine constitue l'ADN de l'Agence. L'expérimentation culturelle et « le faire avec » sont au cœur d'une démarche de projet qui se veut interculturelle, intersectorielle et interterritoriale. Ces valeurs constituent un fondement inaliénable de l'IDDAC et déterminent l'ensemble des outils de développement culturel et d'accompagnement en direction de toutes et tous.



Sports et vie associative

Missions : valoriser et accompagner le sport, les pratiques sportives et la vie associative partout en Gironde, avec des animations et des initiatives aux côtés de tous les acteurs du monde sportif et associatif.

Rendez-vous des bénévoles associatifs

Les « Rendez-vous des bénévoles associatifs » proposent des rencontres d'information et d'échange de pratiques aux bénévoles sur les territoires girondins, au plus près de leurs attentes.

Le programme a été riche en 2019, avec 539 participants, 406 associations représentées et 60 séances réparties sur 47 communes.

L'objectif est de soutenir l'engagement associatif en permettant de partager des savoir-faire et des expériences, de renforcer des pratiques, d'élargir les compétences et les connaissances. Ces temps d'échanges, ouverts aux bénévoles en responsabilité ou non, favorisent les démarches inter-associatives de mutualisation et la mise en réseau des acteurs locaux.

Les équipements aquatiques

Au travers du Schéma Directeur des Équipements Aquatiques girondins, le Département dispose depuis 2018 d'un diagnostic précis de l'offre en équipements aquatiques sur les territoires girondins. Forte de ces éléments, l'Institution entend concourir efficacement à un rééquilibrage territorial et prévoit un taux d'intervention pouvant aller jusqu'à 60 % pour accompagner les territoires identifiés prioritaires au niveau du Schéma Directeur.

À ce titre, le Département a accompagné financièrement de nouveaux projets en 2019 : la construction d'un centre aquatique porté par la communauté de communes du secteur de Saint-Loubès pour un montant de 670 000 € et la rénovation de la piscine de Villenave d'Ornon pour un montant de 45 360 €.

955
clubs sportifs aidés

155
manifestations
sportives soutenues

219 678
participants à CAP33

600
jeunes Girondines et Girondins ont profité d'Objectif Nage

Rendez-vous des bénévoles associatifs :

539
participants

406
associations représentées



Égalité femmes-hommes, appel à projets associatifs

Un appel à projets associatifs a été lancé sur le thème « Égalité femmes-hommes : les associations agissent pour une appropriation égalitaire de l'espace public ».

8 projets ont été retenus, autour de 3 objectifs principaux : favoriser la réflexion et la prise de conscience sur les raisons qui empêchent les femmes de se rendre dans certains lieux et agir sur les représentations genrées ; accompagner les publics à une mobilisation en faveur d'une occupation plus égalitaire entre les femmes et les hommes afin de tendre à une mixité plus durable dans les espaces publics ; mener une ou des actions de sensibilisation favorisant la (ré)appropriation des espaces publics.

**L'égalité
femmes-hommes,
c'est un chemin
commun.**



Itinéraires de Promenade et de Randonnée

Le Département assure la gestion, l'aménagement et la promotion des grands itinéraires départementaux. Garantir leur protection constitue un axe majeur pour le développement conjugué des enjeux sportif, touristique, culturel et de préservation de l'environnement, nécessaires à l'aménagement durable et équitable du territoire girondin.

En 2019, le Département a mis en œuvre la refonte du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). À l'issue d'un travail concerté et collaboratif avec les acteurs locaux, six délégations de compétences ont ainsi été signées avec les six intercommunalités concernées et les schémas communautaires d'itinérance sont désormais arrêtés. Ces nouveaux réseaux d'itinérance douce seront aménagés au cours de l'année 2020.





Nature

Le Département s'engage pour protéger et mettre en valeur l'environnement en cohérence avec sa stratégie de résilience territoriale. La défense de la biodiversité, des Espaces Naturels Sensibles, la gestion de la ressource, la valorisation du patrimoine naturel sans oublier la mise en avant de la transition énergétique, ce sont autant d'actions-clé qui mobilisent élus et agents de l'institution.

Domaines du Département

Missions : contribuer à l'essor des pratiques sportives de plein air et à la croissance du tourisme en conjuguant cela avec la préservation de l'environnement, apporter un site ressource au service des acteurs du territoire.

Nodris, un nouveau Domaine départemental

En juin 2019, le Département a décidé de miser sur Nodris pour développer un projet profitable au territoire du Médoc. Ce domaine départemental en devenir a pour vocation d'être un lieu d'innovation et d'expérimentation dans les secteurs de la culture, de l'agriculture, de l'économie sociale et solidaire, et de la solidarité.

Des bâtiments partagés seront mis à la disposition des usagers. Un projet agricole sur 8 hectares est prévu, avec l'installation d'une couveuse et de maraîchage. Une expérimentation de type microferme en permaculture a également été pensée. L'objectif à long terme est d'approvisionner les collèges et EHPAD du Nord-Médoc.

Le Département souhaite faire de ce lieu un point de rencontre, de ressources et de repères pour ses occupants et ses visiteurs. Cette démarche, qui s'inscrit dans l'action portée par la Mission Médoc, permet d'impulser de nouveaux services publics sur ce territoire avec l'installation prochaine de l'IDDAC ou biblio-gironde. L'objectif est de créer un écosystème et d'accompagner les différents acteurs dans leur développement. Le domaine de Nodris se situe dans le parc naturel régional du Médoc, créé au mois de mai 2019, dont le Département a fortement soutenu la création.



Hostens, ouverture d'un escape game

Le Domaine de loisirs d'Hostens a proposé, du 6 avril au 27 octobre 2019, un escape game d'un genre inédit. En forêt, l'intrigue de ce jeu mène famille ou amis à résoudre des énigmes tout en circulant en canoë ou à vélo.

Entre passé et présent, on replonge à l'époque de la mine où Lucien a travaillé en tant qu'ouvrier. Dans les années 50, il a trouvé un trésor et l'a conservé en lieu sûr sans jamais pouvoir exploiter sa découverte. À partir de son journal, les joueurs ont deux heures pour retrouver le trésor.

En pleine forêt des Landes girondines, à Hostens, le Domaine départemental Gérard Lagors offre un espace naturel de 600 hectares comprenant 5 lacs. Classé Espace Naturel Sensible et zone Natura 2000 pour ses richesses environnementales, le domaine propose de multiples activités sportives et de loisirs, individuelles et collectives qui se sont renforcées au fil des années.

Tir à l'arc, escalade, course d'orientation, canoë-kayak, VTT, paddle, pêche, accrobranche, randonnées à pied ou à cheval, nombreuses sont les façons de profiter de cet espace hors du commun, propriété du Conseil départemental de la Gironde.

Chaque année, nouveautés et événements contribuent à renforcer la notoriété de ce Domaine départemental dont la renommée dépasse la Gironde.

Biblio.plage... pour lire à la plage

Bouquiner confortablement installé dans un transat sur une terrasse ombragée, écouter de la musique, jouer aux dames, consulter des livres et œuvres audio directement sur votre smartphone... c'est ce que permet l'espace détente biblio.plage!

500 livres sont sélectionnés régulièrement par les services de Biblio.gironde pour que petits et grands puissent faire une pause culturelle, lors de leur escapade sur les domaines de loisirs. Romans, BD, contes, mangas, livres en occitan, poésie, albums... un large choix de lectures à consulter sur place. Les plus joueurs peuvent aussi se lancer dans une partie de Puissance 4 ou de dames.

Les espaces biblio.plage étaient ouverts sur les domaines de loisirs d'Hostens et de Blasimon, tous les jours, de juillet à août 2019.

19 espaces, sites et itinéraires
inscrits au Plan Départemental
des Espaces, Sites et Itinéraires

Espaces Naturels Sensibles et préservation de la biodiversité

Missions : mettre en valeur et préserver le patrimoine environnemental et le préserver dans le même temps, sauvegarder la biodiversité girondine remarquable, éduquer mais aussi sensibiliser à la protection de l'environnement.



- 50**
espaces naturels
sensibles gérés sur
- 4 150**
hectares
- 8 000**
jeunes sensibilisés aux
enjeux liés à la protection
de l'environnement
- + de 60 000**
personnes accueillies
sur les espaces naturels
sensibles de Gironde
- 25 600**
visiteurs par an au domaine
de Certes et Graveyron

Fête de l'arbre, 1^{re} édition

En charge de la protection des espaces naturels sensibles, le Département sensibilise le grand public au respect de l'environnement. C'est pourquoi, chaque année, il organise avec ses partenaires plus de 3 000 événements qui aident à prendre conscience de son environnement en explorant les nombreux espaces naturels en Gironde.

Du 21 au 24 mars 2019, à l'occasion de la Journée Internationale des Forêts proclamée par l'ONU, le Département a célébré la biodiversité sur son territoire avec la Fête de l'arbre.

Des intervenants reconnus ont animé ces journées dont Ernst Zürcher, ingénieur forestier et parrain de cette première édition, articulée autour du thème « Forêt et

éducation », mais aussi Gilles Bœuf, professeur à la Sorbonne et spécialiste de la biodiversité marine et terrestre.

Les nombreuses animations gratuites : bain de forêt crépusculaire, balades forestières, relâché d'oiseaux, ateliers, conférences et exposition... ont permis de mieux connaître la forêt pour mieux la protéger.

Ces journées s'adressent à toutes les générations de curieux qui souhaitent partager ensemble la découverte des territoires naturels girondins et leurs enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

À cette occasion, le domaine de Certes et Graveyron s'est vu remettre le label national Arbres remarquables de France.

Lac du Bousquey à découvrir

Sur plus de 600 hectares, à Hostens, au cœur des Landes de Gascogne, s'étend un site exceptionnel doté de 5 grands lacs et de nombreuses zones humides.

Le Bousquey est le plus grand lac du Domaine départemental d'Hostens, réservé aujourd'hui à la pêche et à l'observation ornithologique. Trois boucles

guident le promeneur dans une déambulation sensible lui offrant des points de vue discrets et parfois de larges fenêtres sur ce lac. L'une des boucles est aménagée et propose un véritable voyage dans le temps : comment l'activité de l'Homme a marqué le paysage ?



Mot du vice-président

Jean TOUZEAU

Vice-président chargé de la valorisation du patrimoine environnemental et touristique.

Si nous voulons bâtir une société résiliente, soucieuse de valoriser nos atouts locaux et les initiatives des Girondines et des Girondins, gageons que la nature nous montre la voie. Au Département, avec nos politiques de protection et de valorisation de notre patrimoine environnemental, nous sommes prêts à relever ce défi incontournable.

#ENS #preservation #transmission

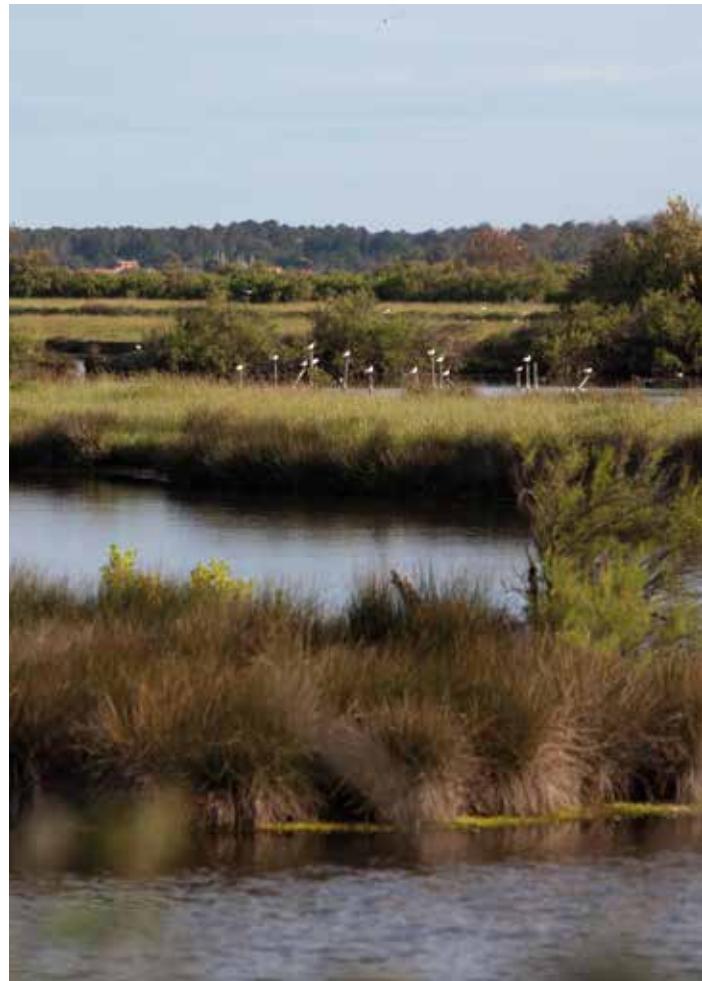


Domaine de Certes et Graveyron

Le nombre de visiteurs du Domaine de Certes et Graveyron est en constante augmentation. Entre 2016, avant l'ouverture de l'accueil à l'année des équipements, et 2019, le nombre de personnes accueillies est passé de 9 400 à 25 600 soit une augmentation de 172 %. Une étude de fréquentation a été lancée en juillet 2019, et durera un an, afin de mesurer les différents usages sur le site.

Véritable espace naturel unique, ce domaine de 530 hectares se situe au cœur du Bassin d'Arcachon, sur les communes d'Audenge et de Lanton. Il offre un paysage exceptionnel de domaines endigués, des bassins piscicoles et de prairies humides.

Cet espace abrite de nombreuses populations d'oiseaux tout au long de l'année, dont certaines espèces rares et protégées. Le domaine recense 336 espèces végétales, 42 espèces de mammifères, 253 espèces d'oiseaux, 11 espèces de reptiles et amphibiens et 400 espèces d'insectes identifiés.



Label Tourisme Handicap

Le label « Tourisme Handicap » est un label national visant à favoriser l'accueil et donc l'inclusion des personnes en situation de handicap. Il est attribué aux établissements et équipements inscrits dans une démarche de développement de tourisme durable. Trois Espaces Naturels Sensibles, propriétés du Département de la Gironde, sont en cours de labellisation : la lagune de Contaut à Hourtin ; la forêt de Migelane à Saucats/La Brède ; le Domaine de Certes et Graveyron à Audenge.

Eau et sécurité sanitaire

**Missions : préserver la qualité de la ressource en eau,
poursuivre la politique de prévention des risques naturels,
assurer la sécurité sanitaire des Girondines et des Girondins.**

Aménag'eau : bilan et perspectives d'évolution

Lancée pour une durée de 6 ans, la mission Aménag'eau a été initiée en 2013, avec l'objectif de rapprocher les acteurs de l'eau et ceux qui sont en charge de l'aménagement des territoires girondins. L'enjeu est de développer l'intégration des aspects de l'eau en amont et dans les projets d'urbanisme.

Le séminaire Aménag'eau, qui s'est tenu le 12 mars 2019, a accueilli 175 personnes. Il a été diffusé en direct et est toujours visible en

replay sur idealco.fr. Le travail des 6 années d'expérimentation a été présenté, une animation interactive a permis de recueillir en direct l'avis des participants.

Il peut en être retenu l'adhésion globale des participants à cette démarche collaborative et transversale, ce qui encourage la mission Aménag'eau à poursuivre le développement d'outils opérationnels au service du plus grand nombre.

Le risque, une politique globale

Le Département conduit une politique globale sur les risques en cohérence avec ses compétences et les évolutions réglementaires. À cette fin, il a adopté son Programme Départemental sur les Risques (PDR) lors du

budget primitif 2019 et élaboré un outil de connaissance et de gestion de crise en partenariat avec le Groupement d'intérêt public GIP ATGéRI.

Il a aussi mis en application son Plan de Continuité d'Activité qui permet le maintien de ses missions de service public en cas d'événements ou de crises majeurs, comme cela a pu être le cas pendant la crise de la COVID.

Dans le cadre de sa stratégie de prévention des

inondations, le Département a participé avec ses partenaires, dont l'État, à la mise en œuvre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) sur le territoire et assuré les travaux d'entretien de 25 km de digues en maîtrise d'ouvrage départementale jusqu'au 31 décembre 2019. À partir de 2020, cette gestion est assurée par les intercommunalités.

Par ailleurs, le Département a en charge l'animation de la Commission Locale d'Information sur le Nucléaire (CLIN) du Blayais. Dans le cadre de l'extension du Plan Particulier d'Intervention (PPI) à 20 km, sa composition a été élargie le 2 mai 2019.

7
**sites départementaux
analysés sur la vulnérabilité
aux inondations**

2
**diagnostics de vulnérabilité
de bâtiments situés en zone
inondable réalisés**

+ de 90 000
**résultats d'analyses
pour le Laboratoire
Départemental d'Analyses 33**



Mot du vice-président

Alain RENARD

Vice-président chargé de la préservation de l'environnement, de la gestion des risques et des ressources et des infrastructures routières.

La période difficile que nous traversons, liée à une pandémie inédite, nous invite à nous concentrer sur l'essentiel: la santé tout comme l'environnement sanitaire de nos concitoyennes et nos concitoyens. Nos politiques liées à la ressource en eau, aux risques naturels ou encore à la juste surveillance de la centrale électrique nucléaire du Blayais prennent ici tout leur sens.

#transparence #securite #sante

Eaux souterraines de Gironde, nouvel outil de gestion

Pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants et prendre en compte le changement climatique, le Département assure la maîtrise d'ouvrage d'un schéma stratégique départemental de l'eau potable. Il permet de se projeter sur un modèle d'alimentation en eau potable aux horizons 2030 (schéma opérationnel) et 2050 (schéma prospectif).

Les objectifs sont les suivants : prévoir les besoins à long terme et préconiser de nouveaux modes d'organisation de la production et de la distribution de l'eau potable ; poursuivre la protection de la ressource en eau ; sécuriser la distribution d'eau aux abonnés en toutes circonstances ; maîtriser le prix de l'eau et assurer un accès à l'eau à l'ensemble de la population mais aussi permettre de donner de la lisibilité aux financeurs en apportant une vision sur le long terme des investissements à privilégier (politique d'animation et d'accompagnement ciblée) ; renforcer les solidarités et les échanges entre territoires (rééquilibrage Métropole et territoires ruraux) et, enfin, alimenter le futur SDAGE (schéma directeur d'aménagement et gestion des eaux) du bassin Adour-Garonne.

Le Laboratoire Départemental d'Analyses (LDA33)

Le LDA33 est un service public dédié à la protection des populations, à la santé animale et végétale. Ce service produit une moyenne de 90 000 analyses par an (eau, aliments, maladies animales transmissibles à l'homme, maladies végétales, santé environnementale, qualité de l'air...) pour garantir l'absence de tout risque pour la population girondine.

Le Comité Départemental de l'Eau (CDE)

Lancé le 25 mars 2019, le Comité Départemental de l'Eau (CDE) est une nouvelle instance de concertation départementale rassemblant tous les acteurs concernés par la gestion de l'eau (experts, élus, associations environnementales, pêcheurs, consommateurs, conchyliculteurs, etc.). L'objectif est d'élaborer une vision innovante et prospective du territoire girondin sur les questions liées à l'eau, dans une perspective d'adaptation au changement climatique et d'anticipation, mais aussi de prévention, des conflits d'usages à venir.

Le Comité sera aussi un lieu d'échanges sur la rationalisation des usages : la couverture du risque incendie en dehors du réseau d'eau potable, les bonnes façons de construire demain, la conception d'espaces de loisirs économies en eau, etc. Il s'inscrit dans la dynamique de résilience territoriale pour mobiliser les Girondin.e.s sur les besoins vitaux.

Transition et précarité énergétiques

Missions : faire acte d'exemplarité, soutenir les collectivités dans leur stratégie de transition énergétique, œuvrer contre la précarité énergétique et donner sens au pouvoir d'agir ensemble.

Consommation d'énergie en baisse

Depuis 2010, le Département de la Gironde a accru son ambition en matière de réduction de consommation énergétique dans la gestion de son patrimoine tant pour les Maisons des solidarités que pour les bureaux administratifs ou les collèges. Aujourd'hui, il a mis en place un suivi des consommations et des actions correctrices dans l'ensemble de son patrimoine, soit 1,1 million de mètres carrés, dont 650 000 m² pour les collèges.

Entre 2010 et 2017, la diminution des consommations a été de 21 % par m², malgré une augmentation du patrimoine, et donc des surfaces chauffées, de 12 %. Les bâtiments les plus consommateurs d'énergie et producteurs de gaz à effet de serre ont fait l'objet d'une économie pouvant atteindre 40 %. Pour toute nouvelle construction/réhabilitation, l'objectif est de limiter le recours aux énergies non renouvelables et valoriser les matériaux biosourcés, tout en simplifiant les installations.

Par ailleurs, les conditions climatiques du département nécessitent d'anticiper une gestion de la température pour l'hiver comme pour l'été.

La totalité du patrimoine du Département de la Gironde est approvisionnée en électricité issue à 100 % d'énergies renouvelables, produites en France (hydro électricité, photovoltaïque et éolien).

Le Département : collectivité certifiée ISO 50 001

En 2020, le Département reçoit la certification ISO 50 001 pour sa gestion de l'énergie dans 99 collèges, notamment grâce aux contrats de performance énergétique. Cette certification de management de l'énergie formalise la mobilisation de l'ensemble des acteurs, de la conception à l'exploitation des ouvrages, permettant l'amélioration continue de la performance énergétique pour réduire l'empreinte carbone et les consommations. Elle valorise les réductions réalisées dans les collèges de Gironde avec une baisse de 15 % de la consommation de gaz et d'électricité. C'est, à l'échelon national, la première fois qu'une collectivité fait l'objet d'une certification de cette envergure. Cette certification fera l'objet d'un nouvel audit en novembre 2022.

500 ménages accompagnés pour une sortie durable de la précarité énergétique via le SLIME CD33

51 maîtres d'ouvrage pour projet de contrat de développement des énergies thermiques renouvelables

35 000 m² de combles perdus des bâtiments publics isolés dans le cadre de l'opération COCON 33 (195 bâtiments, 62 collectivités, 500 000 € de travaux)

SLIME 33, lutter contre la précarité énergétique

Aujourd'hui, 1 ménage sur 10, soit 88 000 ménages, est en situation de précarité énergétique en Gironde. C'est-à-dire qu'ils consacrent plus de 10 % de leurs revenus aux dépenses énergétiques.

Pour réduire la consommation d'énergie et améliorer le confort de ces Girondines et Gérontins, le Département a expérimenté dès 2017 le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME CD33). Le dispositif expérimental est monté en puissance en passant de 191 ménages accompagnés en 2017, à 500 en 2019, avec un objectif de 1 000 ménages à partir de 2020 sur l'ensemble du territoire (hors Bordeaux Métropole qui dispose de son propre dispositif). À partir 2020, le Département de la Gironde s'est fixé l'objectif d'accompagner 1000 ménages supplémentaires par an sur l'ensemble du territoire (hors Bordeaux Métropole qui possède son propre SLIME).

Un travail partenarial

Le SLIME repose sur un réseau de « donneurs d'alertes » qui regroupe les travailleurs sociaux du Département ou de ses partenaires. Ils réalisent un diagnostic sociotechnique du logement, posent un kit d'économie d'eau et d'énergie. Pendant un an, le foyer est accompagné vers des solutions sur le plan social et technique.

Depuis 2018, le partenariat s'est étendu à deux nouvelles associations. Les Compagnons bâtisseurs accompagnent les ménages pour la réalisation de chantiers d'auto réhabilitation, pour des travaux importants comme l'isolation ou le changement des menuiseries, ou bien pour de petits dépannages pédagogiques.

La fondation Abbé Pierre permet de remplacer l'électroménager vétuste ou réalise de petits travaux.

Évaluation du dispositif

Depuis son lancement, le SLIME girondin a reçu 1 355 alertes qui ont conduit à la réalisation de 884 diagnostics. 227 foyers ont été accompagnés et 667 sont encore en cours d'accompagnement. Une évaluation est réalisée auprès des ménages qui ont été accompagnés pendant un an. En juillet 2019, parmi les 98 ménages évalués, 65 peuvent être considérés comme étant sortis de la précarité énergétique.

Pour 36 d'entre eux, la diminution de la consommation d'énergie est supérieure à 25 %, pour 31 entre 10 et 25 %. 54 foyers ont désormais un taux d'effort énergétique inférieur ou égal à 8 %.

Le SDIS

Cette année encore, le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Gironde a dû faire face à une sollicitation grandissante. En tant qu'établissement public départemental, le SDIS a pour vocation d'assurer la protection des personnes et des biens contre tous les types d'accidents, de sinistres et de catastrophes. En 2019, 136 427 interventions ont été réalisées par les sapeurs-pompiers, soit une hausse d'activité de 5,1 %. L'activité de secours à personne reste prépondérante avec 108 781 opérations, représentant 79,7 % de l'activité totale. 8 068 incendies ont été combattus dont 506 feux de forêts (417 ha de superficie brûlée). Seuls les accidents de la circulation, au nombre de 7 234, ont connu une légère baisse.





Ressources

La gestion financière du Département est connue et reconnue comme raisonnée et maîtrisée. L'année 2019, l'institution départementale a, plus que jamais, lutté contre le gaspillage, mais aussi œuvré à un travail des agents toujours plus territorialisé et dans les meilleures conditions. Des objectifs qui ont été conduits dans le respect de ses engagements dans le cadre de l'Agenda 21.

Ressources durables

Missions : en externe et en interne, mener des actions exemplaires et résilientes, dans la droite ligne du développement durable, faire face à un budget contraint pour favoriser toujours plus la transversalité en répondant aux attentes des citoyennes et citoyens de la Gironde.

Gaspillage alimentaire, les collégiens et le nudge

Composée de 21 jeunes élu·e·s convaincu·e·s que la question du développement durable est centrale, la commission Environnement et développement durable a cherché ce qu'elle pouvait faire concrètement pour agir maintenant contre le gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires.

Pour y remédier, ils ont choisi une méthode douce et ludique : le nudge. Le nudge regroupe les solutions détournées et ludiques qui visent à faire changer le comportement des individus proposant une alternative à la contrainte pour mieux marquer les esprits.

Dans un premier temps, les jeunes ont recensé les différents comportements et usages par rapport à l'eau, l'électricité, l'alimentation, les déchets au sein d'un collège test...

Puis, accompagnés par un designer, ils ont créé et testé des nudge, coups de pouce personnalisés, visant à réduire les gaspillages, à favoriser les comportements écoresponsables

dans un restaurant scolaire (collège Pablo Neruda à Bègles).

Ils ont ainsi pu mettre en œuvre des solutions simples dans les établissements scolaires : le chemin du tri, l'affichage de la provenance des aliments, les blagues au fond des assiettes pour éviter le gaspillage et des pichets très astucieux !



Labo'mobiles en version augmentée

Le Labo'Mobile, dispositif d'animation territoriale est proposé aux territoires et aux acteurs girondins pour expérimenter la mise en œuvre d'objectifs de transformation et coconcevoir des projets dédiés à l'innovation sociale, écologique et participative.

Le bilan de la première version des Labo'mobiles a été dressé mi-2019. Les résultats, outils et méthodes ont été partagés largement. Afin d'approfondir les potentialités, une association inédite s'opère entre le Département de la Gironde, la SCOP Elyx et le LabCom Destins, pour une nouvelle version augmentée à tester avec les collectifs et territoires volontaires en 2020.

Premier Laboratoire Commun des Sciences de l'Homme et de la Société, Destins réunit des compétences de recherche et développement de plusieurs disciplines : sciences économiques, géographie humaine, sciences de gestion, sciences juridiques.

Ce programme s'incarne dans les axes de recherche précis : analyse des trajectoires d'émergence et de consolidation des innovations sociales ; adaptation des environnements institutionnels et financiers et exploration de nouvelles formes de coopération ; partage des valeurs et enjeux de propriété intellectuelle des innovations sociales ; indicateurs de mesure d'impact des innovations sociales de rupture.

Responsabilité sociétale « exemplaire » selon l'AFNOR

Le Département de la Gironde a souhaité faire évaluer sa responsabilité sociétale. AFNOR Certification a procédé à cette évaluation avec le référentiel « AFAQ 26000 collectivités ».

La collectivité a participé à la finalisation de ce référentiel en expérimentant la première version en 2012. Le niveau de maturité du Département a été réévalué en 2015. Il se situait au niveau « confirmé ».

En 2019, l'implication volontaire de l'institution est reconnue au plan local comme au plan national. L'évaluation situe le Département de la Gironde au niveau « Exemplaire », meilleur échelon de cotation.

L'évaluation porte à la fois sur les pratiques, les résultats et impacts au regard des 17 Objectifs mondiaux de développement durable de l'Agenda 2030. Une synthèse de cette dernière évaluation est publiée dans le Rapport de redevabilité 2019.

Récolte d'idées, service public bonifié

En 2018, les agents du Département, de l'État et de Bordeaux Métropole avaient été sollicités pour contribuer à une première récolte d'idées pour améliorer le service public.

Les agents publics sont des personnes à multiple casquette : citoyens/usagers, membres des associations, élus... Ils ont une perception multiple des réalités vécues par les usagers et des pratiques à l'intérieur des institutions.

Les 4 idées lauréates (sur 170 idées déposées) ont été incubées et prototypées par le laboratoire d'innovation LaBase. En 2019, les conditions de test et de déploiement ont été réunies soit au sein de chaque organisation partenaire soit en inter-institution. Les 4 chantiers prioritaires identifiés portent sur : la simplification des informations et démarches administratives ; le transfert ponctuel de personnels entre services ; un bureau mobile d'accompagnement aux démarches en ligne ; une journée de découverte d'un poste d'agent.

50
ateliers
et 400
participants
pour la semaine
de l'innovation
publique de LaBase

11
collèges
accompagnés
« De la graine à
l'assiette »

75
candidats pour
l'édition 2019
des Trophées
Agenda 21

39
Girondines
et Girondins
sélectionné·e·s
pour le panel
citoyen

Ressources humaines

Missions : conduire des politiques de qualité qui reposent plus que jamais sur les compétences et le savoir-faire des agents, conforter la proximité sur chaque territoire des missions menées tout en accompagnant les mutations liées aux transferts, renforcer l'essor de l'e-administration.

Actions Handicap Gironde, meilleure inclusion des agentes et agents

Un groupe de volontaires en situation de handicap a été constitué, afin de récolter leurs remarques et suggestions, en vue de nourrir de leur vécu les actions menées par la collectivité pour concourir à l'inclusion de l'ensemble des agentes et agents.

Le petit groupe, constitué de 13 personnes, existe depuis septembre 2019 sous le nom, collectivement choisi, d'« Actions Handicap Gironde ». Il se réunit sous le pilotage de la Mission Handicap de la Direction des Ressources Humaines qui assure l'organisation et la restitution des temps d'échange.

Il est déjà intervenu sur des questions comme, par exemple, l'accès aux parkings, les conditions d'usage (accessibilité, signalétique...) d'un bâtiment tout entier. L'objectif est de réaliser un recueil des points d'amélioration et d'évolution qui serviront à l'ensemble des usagères et usagers des bâtiments.

Toujours sur cette même thématique du handicap au travail, un temps d'échange a été organisé à l'échelle de la collectivité pour recueillir la parole, les idées, les priorités des agent·e·s sur ces questions d'inclusion. Le fruit de cette réflexion collective viendra alimenter les travaux de la Mission Handicap de la DRH.

Lutte contre les stéréotypes et discriminations, une formation



La formation « Lutte contre les stéréotypes de genre et les comportements discriminatoires » a été mise en place en 2019 à l'intention des agent·e·s des collèges. De janvier à novembre 2019, des temps de formation ont été programmés, sur l'ensemble des territoires girondins, durant les temps de permanence (vacances scolaires). 422 agent·e·s, titulaires, contractuel·le·s, mis·e·s à disposition ou en contrat d'accès à l'emploi, ont suivi cette formation, soit 130 hommes (30,8 %) et 292 femmes (69,2 %).

505 télétravailleurs

6 927 agent·e·s

11 057 jours de formations

2 373 agent·e·s bénéficiant
d'une aide Mutuelle



Mot du vice-président

Arnaud ARFEUILLE

Vice-président chargé des ressources humaines,
de la modernisation des services et du dialogue social.

Le Département fait la pleine démonstration de la nécessité du maintien et de l'essor de services publics de qualité et de proximité. La reconnaissance du bien-fondé de nos missions s'appuie plus que jamais sur l'engagement et la conscience professionnelle de nos 6 927 agents.

#dialogue #echanges #modernisation

Accompagner la prise de poste des nouveaux managers

Pour construire un accompagnement au plus près des réalités vécues, un travail en ateliers s'est tenu avec les nouveaux managers. Cette réflexion collective a permis de recueillir les besoins et de conforter le projet d'un espace numérique, lieu ressources dédié aux managers. 2020 sera l'année du lancement d'un temps d'accueil et d'un dispositif d'intégration dédié aux primo-managers.

Réseau de formatrices et formateurs internes

L'année 2019 a été marquée par la création d'un réseau de formateur·trice internes occasionnels. Le Département compte 100 formateur·trice internes qui interviennent dans 12 domaines différents. À l'occasion d'une journée de rassemblement, l'Institut de Formation et du Management a présenté une charte qui pose le cadre d'exercice et les engagements de chaque partie prenante ainsi que la communauté numérique pour les formateur·trice internes occasionnels, véritable plateforme d'échanges au service de la valorisation des ressources internes.



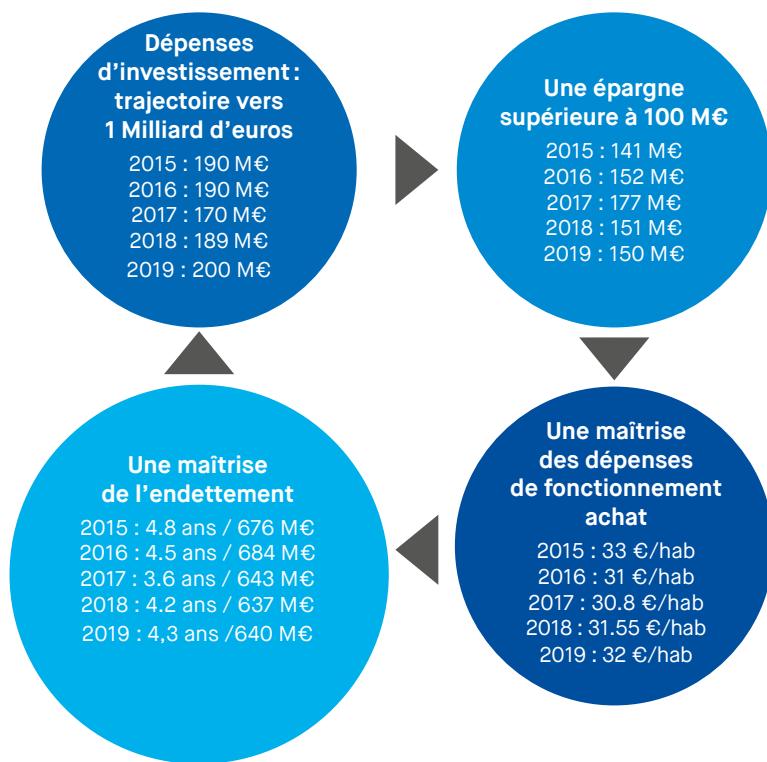
Égalité professionnelle, contribution du FSE



En tant que partenaire, l'Europe accompagne les Girondines et Girondins par le cofinancement de projets variés, notamment avec le Fonds Social Européen. Dans le cadre de l'appel à projets « Promouvoir et favoriser l'égalité et la mixité professionnelle entre les femmes et les hommes » lancé par la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine, la Mission Égalité Femmes-Hommes du Département a obtenu une subvention d'un montant de 231 242,44 € sur la période du 01/01/2018 au 31/12/2020.

Finances

Une stratégie financière au service des politiques publiques



Mot du vice-président
Jean-Marie DARMIAN
Vice-président chargé des finances et des fonds européens.

Poursuivre des politiques de solidarités humaines et territoriales, toujours plus résilientes, c'est aussi faire tout pour concilier maîtrise de la dépense publique, engagements budgétaires à la hauteur de l'attente de toutes et tous, mais aussi résultats financiers conformes à nos choix.

#budget #investir
#maîtriser

Équilibre financier 2019, compte administratif

Fonctionnement

+ les recettes de fonctionnement
1 645,4 M€
+ 3,92 %

- les dépenses de fonctionnement
1 481,4 M€ +4,48 %
- les frais financiers
13,85 M€
= Épargne brute
150,2 M€

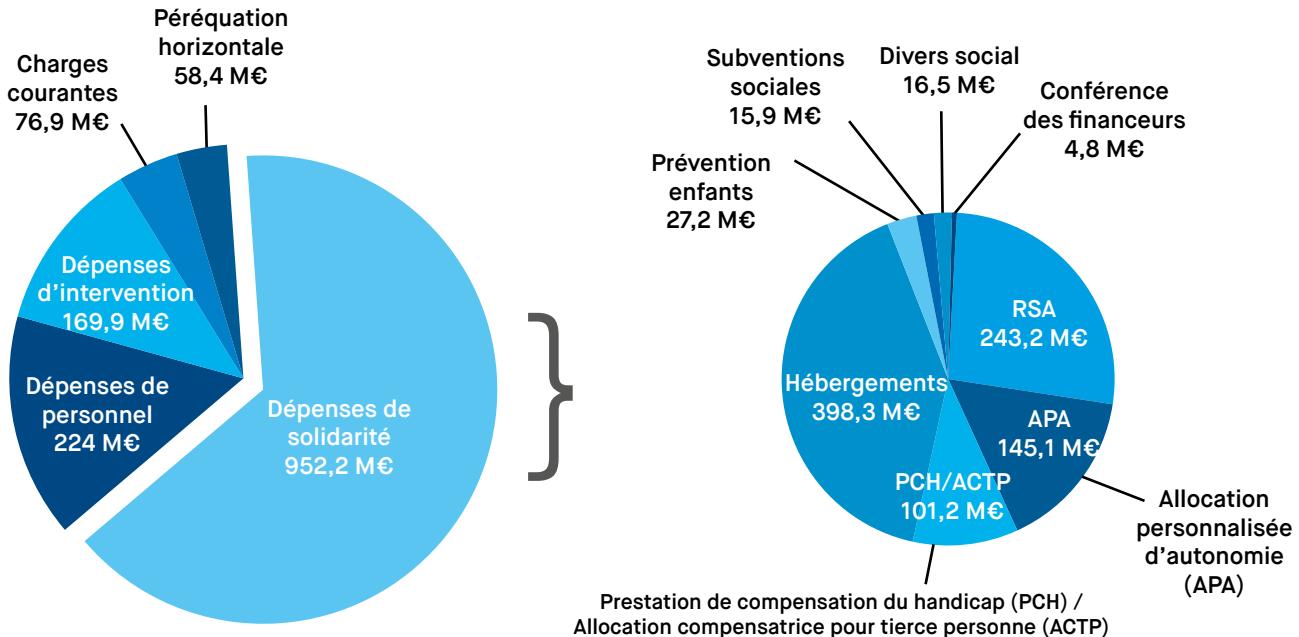
Investissement

Épargne brute 150,2 M€	
Recette d'investissement 35,9 M€	Emprunts nouveaux 70 M€
Fonds de roulement - 10,6 M€	

Remboursement du capital
66,5 M€

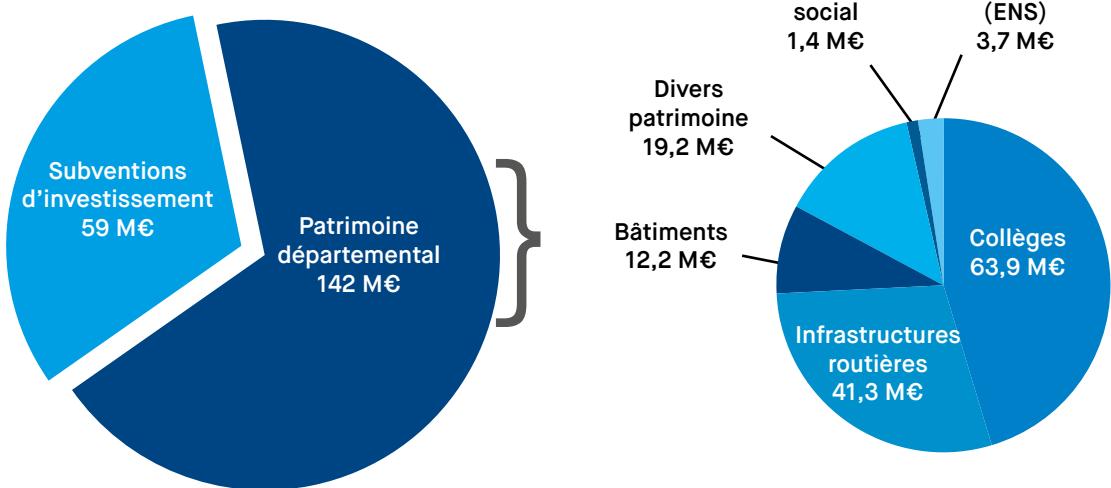
Dépenses d'investissement
200,4 M€

Dépenses de fonctionnement



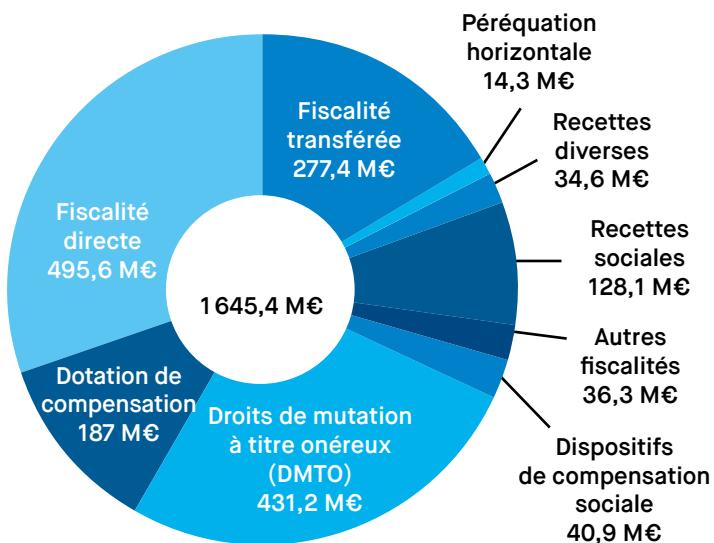
D'un montant de 1481,4 M€, les dépenses de fonctionnement hors frais financiers et à périmètre constant (hors reprise financière) ont évolué de 3,6 %, contre 4,6 % en 2018. Ces dépenses sont portées à 65 % par les dépenses de solidarité qui augmentent de 3,4 % en 2019 soit 31,5 M€ de plus.

Dépenses d'investissement



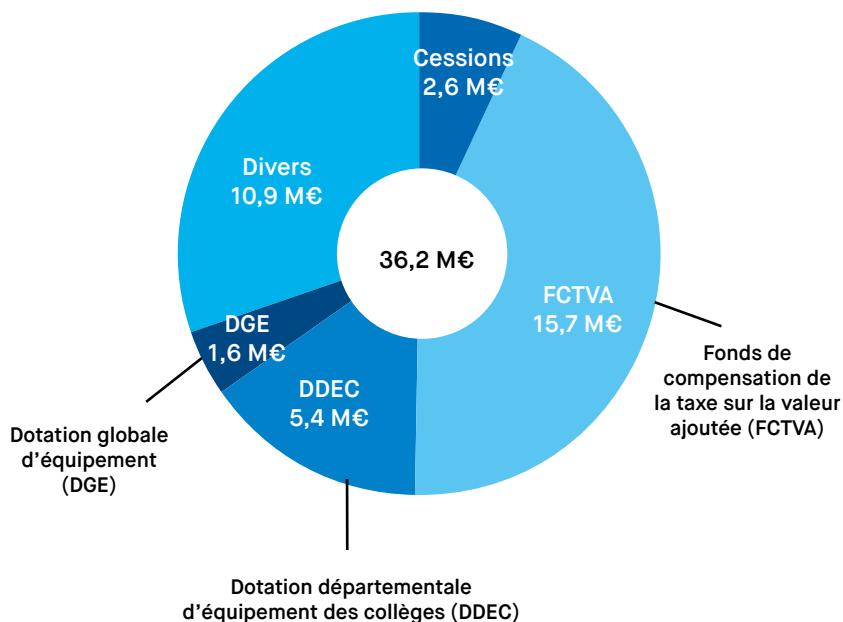
Avec 940 M€ d'investissements réalisés en 5 ans, le Département se rapproche de son objectif à savoir atteindre 1 milliard d'euros à la fin de la mandature. Ce sont 200,4 M€ qui, en 2019, ont contribué à soutenir l'économie locale, l'emploi et le développement du territoire girondin. Le Département poursuit sa politique d'acquisition, de construction et de rénovation du patrimoine départemental notamment en faveur des collèges et des infrastructures routières tout en accompagnant les territoires comme en témoignent les 58,7 M€ versés aux communes, associations et partenaires territoriaux.

Recettes de fonctionnement



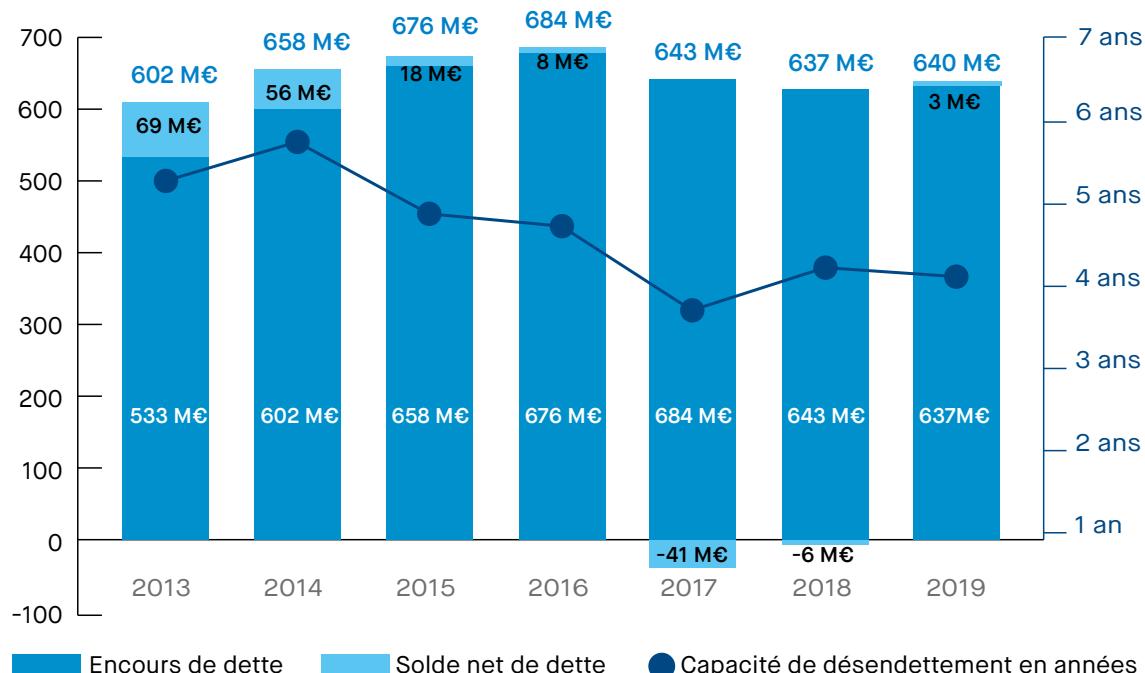
D'un montant de 1 645,4 M€, les recettes de fonctionnement (hors cessions) sont en progression de 3,92 %. Cette augmentation de 62 M€ est principalement due aux droits de mutation (+30 M€), à la fiscalité directe (+20 M€) et aux dotations de compensations sociales (+10 M€).

Recettes d'investissement



Les recettes d'investissement propres atteignent 36,2 M€ dont 2,6 M€ de cessions d'immobilisation. Ces recettes sont composées à plus de 50 % par le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (15,7 M€) et pour 10,9 M€ de recettes issues de subventions ou participations.

Solde net de dette et capacité de désendettement



Le solde net de dette (hors budget annexe), différence entre le volume emprunté et le remboursement du capital, s'établit à 3,4 M€, portant l'encours de dette de 637 à 640,4 M€. La capacité de désendettement reste stable à 4,3

années. Elle traduit la capacité pour le Département de rembourser toute sa dette en un peu plus de 4 ans si toute l'épargne y était consacrée. Les intérêts de la dette s'élèvent quant à eux à 13,8 M€ en baisse de 6,4 %.

Exploration des comptes administratifs du Département

Les données des comptes administratifs sont disponibles en open data sur gironde.fr/compte-administratif, car avec le vote de la loi pour une République numérique, de nouvelles obligations s'imposent aux collectivités publiques en matière de mise à disposition d'informations.

Pour accompagner la **mise à disposition de l'ensemble des données financières** entre 2014 et 2019, les élus, la Direction des finances et la Direction des Systèmes d'information ont imaginé un outil de visualisation et d'exploration des

données des comptes administratifs qui va très loin en matière de transparence financière.

Grâce à cet outil alimenté par les fichiers TOTEM on y découvre également les mécanismes de la construction du budget de la collectivité, la différence entre une dépense de fonctionnement et une dépense d'investissement, la définition du mécanisme de péréquation verticale ou la présentation du budget par fonction (suivant la norme comptable M52).

Département de la Gironde

1, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 71223
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

Fax: 05 56 24 93 49

mail: gironde.fr/contact

gironde.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:

